



Rapport de résultats 2019

Programme d'Appui au Développement de
l'Élevage

PRADEL Kiyo Arziki

NER1606911

Niger



Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.1	FICHE D'INTERVENTION	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.1.1	<i>Pertinence</i>	7
1.1.2	<i>Efficacité</i>	7
1.1.3	<i>Efficiéce</i>	8
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	8
1.1.5	<i>Conclusions</i>	9
3	SUIVI DES RESULTATS	11
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	11
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	14
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	14
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
3.3	PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OUTCOME 1	20
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs des outputs (résultats) de l'outcome (ou objectif spécifique) 1</i> :20	
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	21
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
3.4	PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OUTCOME 2	30
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	30
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	30
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	31
3.5	PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OUTCOME 3	34
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	34
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	35
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	35
3.6	PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OUTCOME 4	37
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	37
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	38

3.6.3	Analyse des progrès réalisés	39
4	SUIVI BUDGETAIRE.....	46
5	RISQUES ET PROBLEMES.....	48
5.1	GESTION DES RISQUES	49
5.2	GESTION DES PROBLEMES	55
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	58
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE.....	58
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS.	58
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	58
7	THEMES TRANSVERSAUX.....	60
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	60
7.2	GENRE.....	60
7.3	DIGITALISATION	60
7.4	EMPLOIS DECENTS	61
8	LEÇONS APPRISSES.....	62
8.1	LES SUCCES.....	62
8.2	LES DEFIS	62
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	63
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	63
9	PILOTAGE.....	65
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION.....	65
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	66
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES.....	71
9.4	RECOMMANDATIONS.....	71
10	ANNEXES	72
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	72
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	77
10.3	APERÇU DES MORE RESULTS.....	84
10.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	84

1 Acronymes

ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
BAGRI	Banque Agricole du Niger
CAPAN	Collectif des Associations Pastorales
CT	Collectivité Territoriale
CVA	Chaîne de valeur animale
DDEL	Direction Départementale de l'Élevage
DGPIA	Direction Générale de la Production et des Industries Animales
DPPD	Document de planification pluriannuelle des dépenses
DREL	Direction Régionale de l'Élevage
FISAN	Fonds d'Investissements pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IPBVPC	Interprofession Bétail Viande Peaux et Cuirs
MAGEL	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
OPEL	Organisation Professionnelle d'Élevage
PAP	Programme Annuel de Performance
OSV	Observatoire de suivi de la vulnérabilité
PME	Petite et moyenne entreprise
RNA	Régénération naturelle assistée
SAF	Schéma d'Aménagement Foncier
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Élevage et de l'Environnement
SCAP-RU	Système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences
STD	Service Technique Déconcentré de l'Etat
STDEL	Service Technique Déconcentré de l'Etat en charge de l'Élevage
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TPE	Très petite entreprise
VSF -B	Vétérinaires Sans Frontière Belgique
SARA	Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'appui au développement de l'élevage – PRADEL – Kiyo Arziki
Code de l'intervention	NER 16 069 11
Localisation	Niger, Région de Dosso, Région de Tahoua
Budget	16 542 000 euros dont 14 000 000 euros contribution belge Et 2 542 000 euros contribution nigérienne
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL)
Date de début de la Convention spécifique	07/09/2017
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	24 janvier 2018
Date prévue de fin d'exécution	23 janvier 2022
Date de fin de la Convention spécifique	06 septembre 2022
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations qui sont impliquées dans des activités liées à l'élevage familial (pasteurs, agro-pasteurs, agro-éleveurs et leurs familles, les professionnels des filières animales...); • Les organisations d'éleveurs et d'éleveuses; • Le Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA) et ses chambres régionales (CRA); • Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL) – entités en charge de l'élevage, et ses services déconcentrés; • Les Collectivités Territoriales; • Les structures du Code rural; • Les autres services déconcentrés du secteur rural; • Le secteur privé; • Les structures interprofessionnelles; • Les ONGs d'appui.

Impact¹	« Contribuer à rendre les systèmes d'élevage plus résilients, durables et performants ».
Outcome	<ul style="list-style-type: none"> • OS1 : Les chaînes de valeur inclusive liées à l'élevage sont développées pour créer des emplois, surtout pour les jeunes et les femmes ; • OS2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement • OS3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées • OS4 : La gouvernance du secteur est améliorée
Outputs	<p><u>OS1 : Les chaînes de valeur inclusive liées à l'élevage sont développées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • R 1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont mise en œuvre pour les 2 régions • R 1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés • R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est promu et accompagné • R 1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels • R 1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées <p><u>OS2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • R 2.1. Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus dans leur vocation • R 2.2 Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs et les autres acteurs des chaînes de valeur prioritaires sont renforcés <p><u>OS3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • R 3.1. Les capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) sont renforcées pour mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs • R 3.2. Des modèles et actions spécifiques en élevage sont développées, capitalisées, et mises en œuvre pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs vulnérables en cas de crise. <p><u>OS4 : La gouvernance du secteur est améliorée</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • R 4.1. Les connaissances dans le secteur sont améliorées et alimentent l'élaboration des stratégies et les politiques • R 4.2. La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées

¹ L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

	<ul style="list-style-type: none"> • R 4.3. Les capacités organisationnelles des acteurs publics sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur • R 4.4. Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs • R 4.5. Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus.
Année couverte par le rapport	2019

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Les éleveurs du Niger restent confrontés à une insécurité alimentaire importante et la problématique de l'amélioration des revenus et des emplois se pose avec acuité dans un contexte qui connaît l'importance des effets des changements climatiques. Le sous-secteur de l'élevage connaît les mêmes contraintes et fait face aux défis (productivité, santé, alimentation, etc.) Le PRADEL tant dans sa conception et que dans sa mise en œuvre reste pertinent par rapport aux besoins du groupe cible. En effet, l'approche chaîne de valeur vise surtout la compétitivité des chaînes de valeur et la création de revenus et d'emplois décents, surtout pour les femmes et les jeunes. Il en est de même de la sécurisation de l'accès aux ressources pastorales et de l'amélioration de la gouvernance du secteur de l'élevage. Par ailleurs, il est clair que le PRADEL reste fortement aligné sur les politiques nationales et la stratégie belge. En outre, sa logique d'intervention est bien appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de formulation d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

L'année 2019 a permis de capitaliser les résultats du démarrage de l'année 2018 et d'atteindre une bonne vitesse de mise en œuvre du Programme. Les grands chantiers en termes de développement des chaînes de valeur (financement, appui conseil, infrastructures structurantes, conditions d'élevage (alimentation, santé animale), structuration) ont atteint un bon niveau de maturation et pourront produire les effets nécessaires pour atteindre l'outcome. Il en est de même des autres chantiers (aménagement pastoraux pour lesquels l'ingénierie sociale est avancée, les marchés lancés, etc.). L'outcome relatif à la gouvernance connaît également un niveau appréciable de mise en œuvre. L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions (compte tenu de l'existence de nombreuses initiatives, des questionnements sur la valeur ajoutée et l'approche à prendre par PRADEL subsistent au niveau de la digitalisation et de l'outcome 3 relatif aux capacités institutionnelles de résilience face aux changements climatiques)

L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. C'est le cas par exemple de l'approche ingénierie sociale basée sur les services techniques déconcentrés de l'Etat après que le marché de recrutement de prestataires ONG a été infructueux. C'est également le cas du mécanisme transitoire de garantie avec le retard accusé par le mécanisme de garantie du fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN).

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

En dépit de quelques retards constatés, la plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs. En conséquence, les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing. Les efforts à intensifier davantage concernent surtout les activités du financement agricole et des investissements publics, la mise en place de systèmes d'informations basés sur les TICs, le développement de modèles d'actions de résilience. Le suivi rapproché des conventions de subside FISAN et ANFICT signée récemment et le recours à de l'expertise externe ainsi que du backstopping pourraient permettre d'avancer sur ces chantiers.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Des dispositions sont mises en œuvre pour assurer l'adhésion des populations au processus de changement dans le cadre de l'ingénierie sociale mettant un accent particulier sur l'information/sensibilisation, la concertation entre tous les acteurs des aménagements pastoraux. Des accords sociaux sont signés concernant les aménagements à réaliser de même que des dispositifs de gestion mis en place ou prévus avec un volet important de contrôle de mise en valeur par les commissions foncières.

Sur le plan économique, le dispositif d'encadrement de proximité des promoteurs privés à travers des conseillers production et en entrepreneuriat installés dans les bassins d'intervention, l'élaboration de plans d'affaires préalables et leur soumission à des professionnels de financement constituent des mesures qui peuvent concourir à la réussite et la durabilité des activités économiques. Il en est de même de la mise en réseau des promoteurs prévue dans la stratégie du Programme.

Sur le plan politique, le programme bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.

1.1.5 Conclusions

Le PRADEL a atteint sa vitesse de croisière en 2020.

- **Le développement des chaînes de valeur animales est enclenché :**
 - 1 454 bénéficiaires potentiels ont été identifiés selon une procédure ouverte et transparente ;
 - Un dispositif d'appui conseil de proximité est mis en place avec 10 conseillers techniques et en entrepreneuriat recrutés par 2 prestataires de services et environ 1 324 promoteurs ont déjà bénéficié de conseils sur plusieurs thématiques ;
 - Un mécanisme de financement est conçu et devrait être opérationnel dans le premier trimestre 2020 dès l'obtention des avis de non-objection du siège d'Enabel (convention de subside pour le fonds de subvention avec le FISAN, convention de subside avec 3 IMF pour le mécanisme de dépôt de garantie).
 - La santé animale et l'alimentation du bétail sont promues avec notamment : 3 nouveaux SVPP mis en place, 312,7 km de bande pares-feux réalisés, 224,8 tonnes de fourrage dont 124,35 tonnes de cultures fourragères produites, etc.
 - Une convention de subside de 609 000 Euros signée avec l'ANFICT pour le financement des infrastructures structurantes sous maîtrise d'ouvrage dont les DAO sont déjà élaborés pour la région de Dosso.
 - 9 projets pilotes d'élevage ont été financés et en cours de mise en œuvre.

- **L'accès durable aux ressources pastorales est en marche**
 - Un consensus a été bâti autour du choix, de la localisation, de la réalisation et de la gestion durable des aménagements pastoraux avec 24 procès-verbaux de clarification de statut des aménagements et 11 accords sociaux signés entre les acteurs du foncier ;
 - 55 ha de terre pastorale ont été aménagés et mis en valeur (23 600 demi-lunes réalisées et 15 000 plants forestiers plantés et 500 kg ensemencés)
 - 105 km de couloir de passage ont été balisés (piquetage, géoréférencés)
 - Les marchés pour la réalisation des aménagements pastoraux ont été lancés (3 stations de pompage pastoral, 6 puits pastoraux cimentés, 1 736 ha d'aire de pâturage, 335 km de couloirs de passage) et devront connaître leur réalisation en 2020.
 - Les commissions foncières ont été dotées et accompagnées et le Système d'Informations Foncières (SIF) a été mis en œuvre dans la zone du PRADEL (65 personnes ont été formées sur le SIF et dotées en matériels informatiques).
 - La promotion de la prévention et de la gestion des conflits est effective à travers des sessions de formation, la réalisation de foras et des émissions radiophoniques (19 leaders des OPELs formés sur la loi pastorale, 20 séances de tables rondes radiophoniques tenues, 2 sessions d'information/sensibilisation des agropasteurs et éleveurs réalisée par la Commission foncière départementale de Malbaza et le ROPEN, etc.).

- **Les capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) ont été renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs**
 - Trois plans de contingence multirisques des bassins d'intervention du PRADEL dans la région de Tahoua ont été élaborés.
 - 12 Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et 30 systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponse aux urgences (SCAP RU) dans la région de Dosso et Tahoua ont été mis en place/dynamisés ;
 - Les membres de 10 OSV et de 30 SCAP RU dans la région de Dosso et de Tahoua ont été formés sur les outils de travail et sur leur rôles et responsabilités

- **La dynamique d'amélioration de la gouvernance du secteur élevage est enclenchée**
 - Un plan de communication du MAGEL a été adopté et la mise en œuvre amorcée (site web, intranet, archivage numérique, etc.)
 - D'importantes études stratégiques (Diagnostic et Appui institutionnel aux organisations professionnelles d'élevage- OPELs, 2 plans nationaux de développement des filières Lait et Aviculture), une recherche-actions et la capitalisation des recherches zootechniques et vétérinaires lancées ;
 - Un bon niveau de concertation au niveau régional avec les comités techniques régionaux des acteurs de l'élevage qui sont fonctionnels à Dosso et Tahoua ;
 - Une bonne dynamique de gestion participative au niveau des services déconcentrés en charge de l'élevage
 - Une bonne dynamique en matière de programmation/bilan en marche et une étude du dispositif de suivi et évaluation lancée, etc.
 - Une dynamique de concertation entre les OPELs amorcée et un processus de renforcement des capacités de plaidoyer enclenché (2 cadres régionaux de concertation des OPELs, formation et plans de plaidoyer de 3 faitières, formation).

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
Yacouba JIBIR	Kader NIAONE  <u>Kader NIAONE (Mar 25, 2020)</u>

3 Suivi des résultats²

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général et institutionnel de mise en oeuvre du PRADEL a été marqué en 2019 par les faits majeurs suivants:

- **Contexte général**

Au plan socio- économique, on note la difficile campagne agro-pastorale dans certaines régions du pays du fait de la mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie avec des poches de sécheresse, d'inondations, etc.). Des cas de feux de brousse ont également été signalés entraînant la destruction de milliers d'hectares de pâturages. Cela a amené le PRADEL à intensifier les actions de réalisation de bandes pare-feux dans certaines zones (Falwel et Dankassari notamment).

La mobilité des pasteurs et de leur cheptel a été contrariée en fin d'année par la fermeture de la transhumance transfrontalière au Bénin, cela malgré l'intense activité de plaidoyer ainsi que le dispositif réglementaire sous-régional.

Au plan sécuritaire, malgré les efforts déployés par le Gouvernement, la situation sécuritaire au Nord Tahoua demeure précaire avec l'état d'urgence maintenu dans les départements de Tillia et Tassara. A Dosso, la situation sécuritaire qui se dégrade dans certaines zones reste davantage caractérisée par des attaques des bandits armés dans le nord de la région notamment dans les communes de Soucoutane, Dogonkiria, Dankassari et dans l'aire de Yani.

Aux niveaux institutionnel et organisationnel :

- Certaines collectivités territoriales ont vu leurs premiers responsables révoqués pour des question de mal gouvernance et les conseils municipaux remplacés par des délégations spéciales jetant ainsi des interrogations sur la question de la maîtrise d'ouvrage communale des investissements communaux prévus dans le cadre du PRADEL.
- Le Direction Générale du Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN), est entré dans une phase d'opérationnalisation avec le recrutement partiel de l'équipe de gestion. Des études sur la mise en place d'un fonds de subvention et d'un fonds de garantie ont été engagées. Toutefois, le fonctionnement efficace de la Direction Générale du FISAN est encore à renforcer, notamment avec le recours à un gestionnaire de convention et éventuellement des activités de renforcement de capacités que pourront apporter le Programme en collaboration avec l'Intervention Renforcement de Capacités.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

² « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

En matière de marchés publics

Plusieurs marchés importants ont été conclus et mis en oeuvre (dispositif d'appui conseil aux promoteurs privés, étude diagnostic des OPELs et élaboration de stratégie d'appui institutionnel de l'Etat aux OPELs, étude élaboration des plans nationaux filières, étude élaboration du dispositif de suivi et évaluation du MAGEL, etc.)

Toutefois, plusieurs autres marchés ont été lancés et/ou dépouillés et en attente d'avis de non objection (puits pastoraux, récupération des terres, balisage de couloirs de passage, fourniture projets pilotes modèles, travaux projets pilotes modèles, 3 stations de pompage pastoral, etc.)

Les marchés publics ont connu plusieurs difficultés. Beaucoup de marchés ont dû être relancés à deux reprises, le traitement des dossiers prend généralement énormément de temps du fait de la concentration des dossiers aux mains d'un seul expert pour 3 programmes mais également certains avis de non objection ont pris énormément de temps. Il y a également les exigences trop élevées demandées dans les dossiers d'appels d'offres de même qu'une insuffisance de capacités des assistants techniques en marchés publics.

Les procédures d'exonération des marchés publics ont également posé des difficultés au niveau de l'administration publique avec des cas de remise en cause de la convention spécifique du PRADEL ; cela entraînant des délais importants d'exécution des marchés publics.

En matière de convention de subside

Deux (2) conventions de subside ont été signées : (i) une convention avec Vétérinaires Sans Frontière Belgique pour la mise en place de 3 nouveaux SVPP et la dynamisation de cinq autres ; (ii) pour le financement sous maîtrise d'ouvrage communale d'infrastructures d'appui au développement de l'élevage (marchés à bétail, aire d'abattage, etc.). L'expertise confirmée de VSF-B a permis déjà un pas important avec la mise en place des 3 nouveaux SVPP et un niveau de préparation avancé pour l'atteinte des résultats attendus en 2020.

Le subside avec l'ANFICT, signé en fin d'année met en exergue l'alignement de la Belgique sur les politiques et outils nationaux. Les dispositions prises permettront une réalisation des infrastructures par les communes partenaires.

Quatre (4) autres conventions de subside ont été préparées mais n'ont pas pu être signées : 1 avec le FISAN et 3 autres avec les institutions de microfinance déjà sélectionnées.

Les principales difficultés ont été : (i) la faible réactivité /disponibilité du FISAN, (ii) la difficulté d'obtention de comptes bancaires spécifiques dédiés aux conventions de subside avec le FISAN et l'ANFICT du fait de la réforme du Compte Unique du Trésor, ces structures publiques ne peuvent pas disposer de compte bancaire sauf dérogation du Ministre en charge des finances. Enabel siège a finalement accordé une dérogation à l'ouverture de compte spécifique bancaire mais sur la base de mesure de limitation des risques.

Une autre difficulté importante qui mérité d'être retenue est l'annulation du subside avec la Banque Agricole du Niger (BAGRI) (du fait de rumeurs sur sa privation) alors que le processus était déjà presque achevé. Cela a entraîné un retard considérable dans la mise en oeuvre du mécanisme de financement sans négliger le fait qu'il jette un malaise dans les relations à entretenir avec cette structure qui n'a toujours pas connu la cession annoncée des parts de l'Etat.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le PRADEL est mis en oeuvre selon la modalité de cogestion entre Enabel au Niger et le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Cette modalité de gestion est appropriée et l'on connaît un

excellent niveau de leadership et d'appropriation du Niger dans la mise en œuvre du Programme. Les sessions du COPIL sont bien tenues et les décisions prises sont mises en œuvre.

Au cours de 2019, le COPIL a autorisé l'entrée des Conseils régionaux de Dosso et de Tahoua comme membres du COPIL.

L'année 2020, connaîtra un niveau important de réalisations physiques sur le terrain. Le COPIL sera fortement sollicité pour des visites desdites réalisations et la prise de décisions stratégiques.

Aussi, au regard des défis importants pour l'année 2020, le Président du COPIL et la Vice-Présidente vont intensifier les réunions régulières de suivi du Programme, notamment pour lever les blocages éventuels constatés (procédures d'exonération fiscale, améliorer délais de réaction des partenaires de convention de subside en vue d'absorber les fonds et exécuter les activités dans les délais requis, etc.).

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs³

Résultats / Indicateurs	Valeur base de	Valeur obtenue Année 2018	Valeur obtenue Année 2019	Valeur cible Année 2019	Valeur cible finale
OUTCOME 1: Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes					
I.1.1. Production de la viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)	387 171	387 171	407 256	464 605	638 832
I.1.2. Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (litre)	401 348	401 348	476 089	481 617	662 224
I.1.3. Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)	626 223	626 223	758 001	751 767	1 033 267
I.1.4. Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (Kg)	1 202 022	1 202 022	1 461 310	1 442 426	1 983 336
I.1.5. Quantité de Lait transformée dans les unités d transformation encadrées par le PRADEL (litre)	153 865	153 865	95 903	184 638	253 877
I.1.6. Taux d'accroissement de la Marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	4%	4%	-5%	5%	7.4%
I.1.7. Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL	37%	37%	-4%	47%	62%
i.1.8. Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL	39%	39%	5%	47%	64%
I.1.9. Nombre d'emploi, équivalent- emploi créés et/ou consolidés par les entreprises financées par PRADEL	0	0	34	20	2 634
Objectif spécifique 2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement					
II.1 Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales	Augmentation de 3%	NA	Baisse 6%	20	30%
II.2 Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques	1%	NA	0%	10%	25%
II.3 Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé	17%	17,28	23%	25,0	35%
II.4 Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés	58%	58%	60%	60%	71,3%
Objectif spécifique 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées					

Résultats / Indicateurs	Valeur de base	Valeur obtenue Année 2018	Valeur obtenue Année 2019	Valeur cible Année 2019	Valeur cible finale
III.1. Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	Degré 1 : très peu d'actions sont basées sur les modèles développés ou revus	NA	Degré 2 : quelques actions sont basées sur les modèles développés	Degré 2 : quelques actions sont basées sur les modèles développés ou revus	Degré 3 : la plupart des actions sont basées sur les modèles développés ou revus
OUTCOME 4 : La gouvernance du secteur est renforcée					
IV.1. Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) (score de 1 à 4)	2/4	2/4	3,1/4	3,5/4	4/4
IV.2. Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage (score de 1 à 4)	2/4	2/4	2,2/4	2,5/4	4/4

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Concernant l'outcome 1 (objectif spécifique 1) : Les chaînes de valeurs inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes.

Au cours de l'année 2019, l'affinement de la baseline a débouché sur de nouveaux indicateurs issus de l'éclatement des indicateurs globaux en des indicateurs par produit de chaîne de valeur (viande, lait, œuf).

Ces indicateurs de I.1.1 à I.1.9 ne connaissent pas d'évolution du fait que le financement des acteurs privés n'a pas encore commencé. Toutefois, les bases ont été mises en place pour que ces indicateurs connaissent une évolution en 2020.

- 1 454 promoteurs ont été sélectionnés ;
- Le dispositif d'appui conseil a été mis en place avec 10 conseillers en production et en entrepreneuriat
- Le renforcement des capacités des promoteurs a démarré ;
- L'élaboration des plans d'affaires des promoteurs a démarré ;
- 3 Institutions de microfinance (IMF) ont été sélectionnées ;
- Un projet de convention Enabel-FISAN a été et soumis à la validation du siège d'Enabel.
- 9 projets pilotes modèles ont été sélectionnés et les marchés publics lancés, dépouillés et soumis à l'avis de non objection. La réalisation de ces projets sera concrétisée en 2020 ;
- 34 femmes ont bénéficié d'un appui pour la mise en œuvre de projet d'embouche bovine.

Concernant l'outcome 2 (objectif spécifique 2) : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement

Les conditions pour l'accès sécurisé aux ressources pastorales sont améliorées dans les communes d'intervention du Programme.

- **Les conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources pastorales ont baissé de 6% par rapport à 2018.**

Cette performance provient aussi des contributions suivantes du PRADEL:

- des actions d'ingénierie sociale autour des aménagements pastoraux : information/sensibilisation de plus 4 723 habitants, géoréférencement de 27 ressources pastorales, et établissement de 24 PV et 12 arrêtés disponibles de clarification de statut foncier de 27 aménagements, 10 arrêtés de sécurisation foncières des sites, 2 AUSPE (Association des Usagers des Services Publics de l'Eau) et 1 CGPE (Comité de Gestion des Points d'Eau) mis en place, conclusion de 26 accords sociaux pour la réalisation et la gestion des aménagements, etc.
- des émissions radiophoniques sur le code pastoral et la gestion des ressources naturelles (20 séances de tables rondes radiophoniques tenues sur 8 thèmes (loi pastorale, mouvements des animaux, descente des éleveurs, libération des champs, gestion de la fourrière, prévention des conflits agriculteurs-éleveurs, la prévention de la rage ; 74 auditeurs dont 60 hommes et 14 femmes ont directement participé aux débats).
- des fora de sensibilisation sur la gestion des ressources pastorales, etc.
- des appui aux commissions foncières (mise en place du système d'information foncières (SIF), formation/suivi de proximité, etc.).

Toutes ces actions ont permis non seulement de requérir l'adhésion des populations riveraines des ouvrages et infrastructures pastorales mais aussi leur engagement à s'impliquer pleinement et à participer au processus de réalisation.

- **L'accès aux ouvrages hydrauliques** ne connaît pas d'évolution notable, la réalisation des ouvrages étant prévue pour 2020. Toutefois, on note un niveau important d'avancement : un marché pour la réalisation de six puits pastoraux cimentés lancé, dépouillé et soumis à avis de non objection et un marché pour la réalisation de trois stations de pompage pastorale a été lancé et son attribution prévue en février 2020.
- **L'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé connaît une légère évolution passant de 17,28% à 23%.** La contribution du PRADEL a concerné surtout la réalisation des travaux de récupération de 65 ha d'aire de pâturage en 2019. Par ailleurs, des marchés ont été préparés et lancés et permettront de faire un bond important en 2020 : un marché de récupération de 1 736 ha d'aire de pâturage a été lancé.
- **Le pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention qui sont aménagés est resté également modeste.** 105 Km de couloirs de passage ont été balisés et un marché de balisage de 335 Km de couloirs de passage a été lancé, dépouillé et soumis à l'avis de non objection.

Concernant l'outcome 3 (objectif spécifique 3) : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées

Des réflexions ont été menées à l'échelle des deux régions entre les acteurs intervenant dans le domaine de la résilience. Ces réflexions ont permis d'analyser les modèles d'actions de résilience mises en œuvre, d'en ressortir les forces et les faiblesses et de faire parfois des propositions d'amélioration.

A Dosso, les acteurs travaillant dans le domaine de la résilience ont adopté un modèle combinant plusieurs actions : Aliments (Aliments complémentaires de bétail + Fourrages + Vivres) + Fourniture d'animaux (kits de petits ruminants + gros ruminants + soins vétérinaires) + Déstockage (Stratégique + abattage). Ce modèle a été ensuite recentré et détaillé dans les 3 types d'actions définies de la résilience (atténuation, adaptation, relèvement).

Dans la région de Tahoua, les acteurs ont identifié trois modèles jugés les plus pertinents et proches des préoccupations liées à la vulnérabilité pastorale de ladite région : (i) l'Approche 3PA (Assistance Alimentaire pour la création des Actifs productifs) ou 3A développée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), (ii) l'Approche Village Vert mise en œuvre par l'ONG Concern et (iii) une approche non nommée, développée par les ONG RESCATE et ADKOUL en zone de réfugiés.

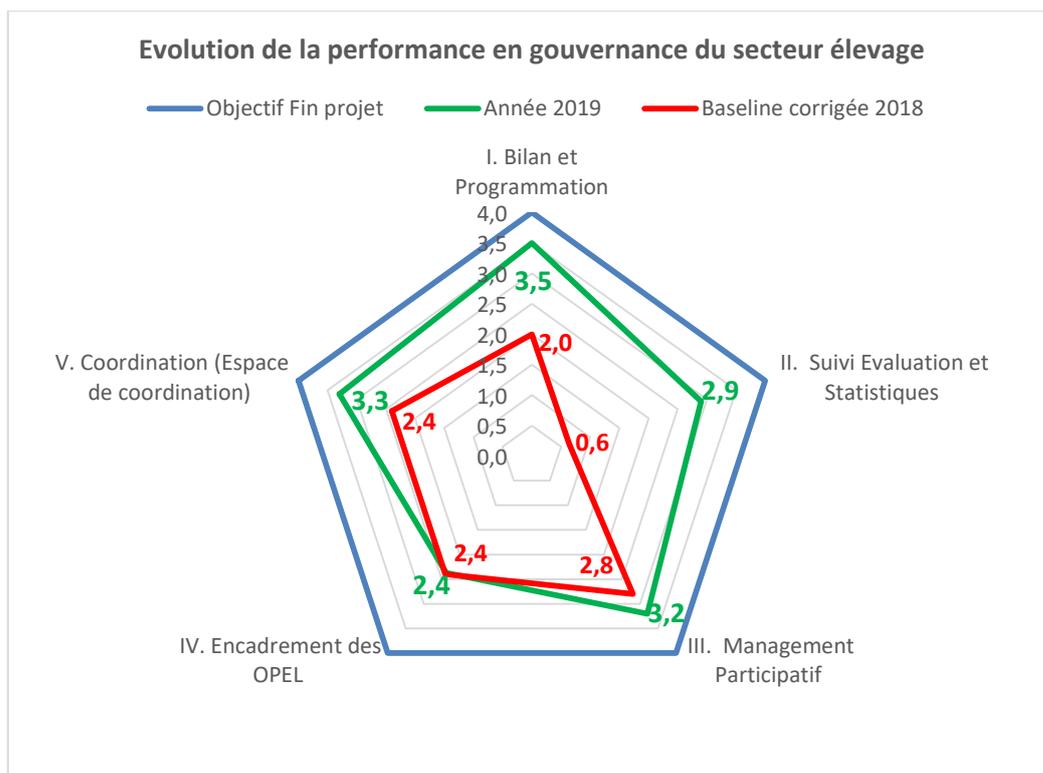
Ces réflexions ayant été conduites en 2019, il faudra attendre probablement au moins une année pour voir l'ampleur et le niveau de leur prise en compte réelle dans les interventions en matière d'actions de résilience sur le terrain.

Concernant l'outcome 4 (objectif spécifique 4) : La gouvernance du secteur est renforcée

- On note des progrès concernant la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère dans plusieurs domaines : programmation, suivi et évaluation & gestion statistiques, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH.

Toutefois, d'une part, le score global de performance demeure insuffisant et est passé de 2 à 3,1 sur une échelle de 4 entre 2018 et 2019, et d'autre part, les progrès diffèrent d'un critère à un autre comme le montre le graphique ci-dessous.

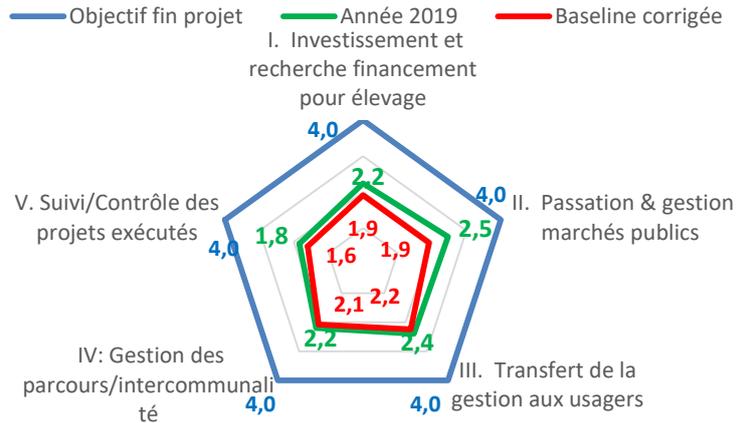
Le Ministère connaît de bonne performance en matière de programmation et de bilan, de management participatif (dans les 2 régions du Programme) et de coordination des acteurs (dans les deux régions du programme). Les efforts à fournir concernent surtout le suivi et l'évaluation, l'appui et l'encadrement des OPELs et la communication.



Ces progrès ont été rendus possibles grâce aux contributions suivantes du PRADEL :

- La réalisation du bilan des activités de l'année 2018 et la programmation des activités 2020 à l'échelle des 8 régions du pays ont été élaborées ;
 - La mise en place d'un système de suivi et évaluation est amorcé (consultant recruté et phase terrain achevée) et la gestion de la base de données statistiques d'élevage a été améliorée ;
 - Un plan de communication élaboré et sa mise en œuvre est amorcée
 - Une coordination des acteurs au niveau régional est en vigueur avec la mise en place et la fonctionnalité de deux comités techniques régionaux des acteurs de l'élevage fonctionnels à Dosso et Tahoua.
 - Une dynamique de gestion participative des services déconcentrés de l'élevage dans les deux régions est effective (réunions périodiques, plannings et suivi des activités, etc.).
- Les capacités des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurants d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage sont restées presque stationnaires passant d'un score de 2 à 2,2.

Evolution des capacités de maîtrise d'ouvrage des communes partenaires du PRADEL



Les progrès les plus importants ont été notés dans le domaine de la passation de marchés publics (toutefois, cette amélioration est due surtout aux interventions des autres projets/programmes qui ont donné des formations en maîtrise d'ouvrage et en marchés plus).

La contribution du PRADEL provient surtout :

- 57 maires, OPELs, STDELs de la région de Dosso formés sur le choix des modes de gestion des infrastructures d'appui au développement de l'élevage ;
- 30 acteurs des collectivités territoriales de la région de Dosso ont participé à un atelier d'échanges d'expériences sur la gestion des aménagements pastoraux (puits, stations de pompage pastorales (SPP), couloirs de passage et aires de pâturage) ;
- Un atelier de partage sur la gestion déléguée communautaire des marchés à bétail a été organisé au profit des maires communes partenaires du Programme de la région de Dosso.

3.3 Performance des outputs de l'outcome 1



3.3.1 Progrès des indicateurs des outputs (résultats) de l'outcome (ou objectif spécifique) 1 :

Les indicateurs des résultats (ou outputs) de l'objectif spécifique 1 sont présentés ainsi qu'il suit :

Output /Indicateurs	Valeur de Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Valeur cible final
OUTPUT 1.1: Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions					
Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	0	5	NA	0	5 stratégies actualisées
OUTPUT 1.2: Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention					
Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL (tonnes)	0	74,8	224,30	300	1 000
Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua	5 SVPP à Tahoua, 3 SVPP à Dosso	0	3	8	8 SVPP dont 3 à Dosso et 5 à Tahoua.
OUTPUT 1.3: L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné					
Nombre d'acteurs (groupement, individus, etc.) qui ont été accompagnés	0	0	1 324	20	988
Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome	0	0	NA	0	40%
OUTPUT 1.4: Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels					
Nombre de projets collaboratifs et de sous projets (individuels et collectifs) intégrés financés	0	0	42 dont 36 (85%) pour les femmes	10	659
Pourcentage d'infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés	NA	0	NA	0	80%
OUTPUT 1.5: La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées					
Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyés par le PRADEL qui sont fonctionnelles	NA	0	0	0	60%

3.3.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	Etat d'avancement			
		En avance	Dans les délais	Retardés ⁵	En sérieux retard ⁶
	[A] Objectif spécifique 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées				
	A01 - R1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies				
A01-01	Analyse sociale, économique et environnementale par filière et inter filières et par région		X		
A01-02	Définition des stratégies opérationnelles		X		
	A02 - R1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées				
A02-01	Renforcement du dispositif privé de santé animale : Amélioration de la couverture en SVPP ; Renforcement de l'appui-conseils zootechnique ; Prise en compte de l'aspect genre		X		
A02-02	Renforcement des services publics de santé animale		X		
A02-03	Appui à la lutte contre les maladies aviaires (vaccins, chaînes de froid, etc.)			X	
A02-04-	Promotion des actions pour l'amélioration de la disponibilité des aliments bétail		X		
	A03 - R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné				
A03-01	Dispositif de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l'entrepreneuriat dans les deux régions dans les deux régions		X		
A03-02	Recherche, analyse et promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur réplique		X		
	A04 - R1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels				
A04-01	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des initiatives économiques privées			X	
A04-02	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des investissements structurants		X		
A04-03	Des modèles de gestion des infrastructures structurantes sont développés et mise en œuvre			X	
	A05 - R1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées				
A05-01	Faciliter le partage d'information et la mise en relation entre les différents acteurs de la chaîne			X	

⁴A : Les activités sont en avance

B Les activités sont dans les délais

C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

⁵ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁶ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	Etat d'avancement			
		En avance	Dans les délais	Retardés ⁵	En sérieux retard ⁶
A05-02	Structuration et renforcement des capacités organisationnelles des associations, groupements et leurs fédérations			X	

A : Les activités sont en avance ; B : Les activités sont dans les délais ; C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les outputs (résultats) ont connu un progrès notable par rapport à l'année 2018. Ainsi :

Au niveau de l'output R1.1 : « Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies »

Aucune activité n'a été exécutée sous ce résultat en 2019. Les activités réalisées remontent à l'année 2018. En rappel, trois études de chaînes de valeur ont été réalisées ayant permis d'une part de faire l'état des lieux et d'autre part, de proposer des stratégies/ plans d'actions pour la mise en place de dynamiques de chaînes de valeur animales dans trois filières (Bétail-Viande, Lait et Aviculture). A la suite de ces études, un Document de Stratégie d'Appui à l'Entreprenariat pour le développement des chaînes de valeur Bétail-Viande, Lait et Aviculture (DSAE PRADEL) a été élaboré par l'UGP/PRADEL et adopté par le COPIL. Il a permis de choisir neuf (09) chaînes de valeur prioritaires, d'identifier six (06) bassins d'intervention, de définir une approche d'intervention basée sur la mise en place d'un réseau d'acteurs intégrés au niveau des bassins de production (appelée approche GEIC) ainsi qu'un dispositif d'appui à la compétitivité desdites chaînes de valeur.

Au niveau de l'output R1.2 : « Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées »

L'amélioration des conditions d'élevage dans la zone du PRADEL est notable entre 2018 et 2019 dans les domaines de l'alimentation et de la santé animale. En effet :

- Dans le domaine de l'alimentation, la quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL s'est accrue passant de 74,8 tonnes en 2018 à 224,30 tonnes en 2019 (contre une prévision de 300 tonnes).
- En matière de santé animale, 3 nouveaux Services vétérinaires privés de proximité (SVPP) ont été mis en place (sélection, autorisation d'exercice, appui en matériels et stocks médicaments) alors qu'en 2018 aucun SVPP n'avait pu être mis en place.

Les progrès au niveau de ce résultat proviennent des produits/résultats intermédiaires suivants :

- Renforcement du dispositif privé de santé animale
Une convention de subside entre Enabel et Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF-B) a été finalisée, signée et est en cours de mise en œuvre. Cette convention vise la mise en place de deux (2) nouveaux Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) (Loga et Tahoua) et d'un Vétérinaire Privé (Dosso) ainsi que le renforcement de cinq (5) anciens SVPP (Konni, Madaoua, Illéla, Abalak, Dogondoutchi). Le temps investi dans la préparation de la convention de subside a conduit à un décalage de la mise en œuvre de l'activité qui n'a pas permis d'atteindre l'objectif initial 2019 de renforcer 8 SVPP. A ce jour :
 - 3 vétérinaires privés ont été sélectionnés et installés (Dosso, Loga et Tahoua) et 3 autorisations d'exercice ont été obtenues.

- Les vétérinaires privés (VP) ont été appuyés en stocks de médicaments vétérinaires (chaque vétérinaire privé a reçu la subvention de deux millions (2 000 000) FCFA correspondant à 60% pour la constitution du stock initial de médicaments vétérinaires de la CVR après la mobilisation de sa contrepartie de 40% (1 333 500 FCFA)).
- Une convention spécifique d'appui financier dégressif au fonctionnement de chaque Clinique Vétérinaire Rurale (CVR) d'un montant d'un million cinq cent mille Francs CFA par SVPP a été signée et la première tranche (sur les 3 prévues) d'un montant de 750 000 Francs CFA a été déjà versée à chacun des 3 VP.

NB : Il faut noter que les vétérinaires de Dosso et Tahoua avait déjà leurs autorisations d'ouverture d'un cabinet vétérinaire et fonctionnel.

- 55 auxiliaires d'élevage (AE) ont été sélectionnés (sur une prévision de 50 AE)
- 5 Animatrices Villageoises en Aviculture et Elevage des Petits Ruminants (AVAPR) sélectionnées (sur une prévision de 10 AVAPR)
- Un atelier de mise en relation du nouveau responsable du SVPP de Dosso avec le réseau d'AE existant (44 AE) dans le département a été organisé dans l'objectif d'informer le réseau d'AE sur le projet d'appui, de présenter le nouveau VP et enfin de recueillir les difficultés et attentes des AE envers le responsable du SVPP de Dosso (GANOVET).
- En outre, deux ateliers de concertation en santé animale (Loga et Tahoua) et une réunion sur le renforcement et la redynamisation des services vétérinaires privés de proximité (SVPP) de Dogondoutchi, Konni, Madaoua, Illéla et Abalak ont été réalisées.
- Aussi, deux prestataires ont été sélectionnés pour former les AE et AVAPR des départements de Loga et Tahoua (10 modules de formation de base agréés par la DGSV aux AE et 4 modules modules relatifs à la santé animale de base et aux aspects zootechniques pour les AVAPR).

Bilan des livrables 2019 :

Livrables prévus 2019	Estimation du niveau de réalisation au 31/12/2019
Deux nouveaux SVPP à Tahoua et Dosso installés et six (6) anciens SVPP renforcés sont fonctionnels	90%
L'appui zootechnique est intégré dans le réseau des SVPP dans les deux régions	90%

- Renforcement des services publics de santé animale et de l'appui à la lutte contre les maladies aviaires (vaccins, chaînes de froid, etc.)
 - Pour améliorer la capacité d'intervention des services publics, du matériel a été commandé (18 motos, glacières, matériels de laboratoire, etc.). Les procédures administratives de dédouanement ont été contrariées et n'ont pas permis la livraison de cette commande en 2019.
 - La surveillance des maladies transfrontalières, la lutte contre les zoonoses et l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale a été renforcées à Dosso. A cet effet, deux ateliers régionaux ont été organisés à Dosso sur la problématique

du fonctionnement du service officiel de contrôle (SOC) au niveau des cinq (5) départements frontaliers (Doutchi, Tibiri, Dioundiou, Gaya et Falmey) et le recyclage des agents.

A Tahoua, 28 agents ont été formés sur l'hygiène et le contrôle de la viande dont 2 de la DREL, 6 inspecteurs de viande de l'Abattoir Frigorifique de Tahoua et 20 SCEL et CIB

Livrables prévus 2019	Estimation du niveau de réalisation au 31/12/2019
Les services officiels de contrôle (SOC) de Tahoua et de Dosso et le LABOCEL sont renforcés	+95%

- Promotion des actions pour l'amélioration de la disponibilité des aliments bétail
Plusieurs initiatives ont permis de contribuer à promouvoir la disponibilité des aliments bétail dont :
 - **Promotion de la régénération naturelle assistée (RNA) et l'Agroforesterie à but pastoral** : Les populations ont été sensibilisées et renforcées sur la question de la RNA et on note une bonne adhésion. Ainsi, des assemblées villageoises et réunions communales de concertation ont été tenues et ont permis l'établissement d'une liste de 130 paysans pionniers et paysans engagés dans 12 villages pour la promotion de la régénération naturelle assistées (RNA) et l'agroforesterie à but pastoral.
Aussi, en synergie/collaboration avec l'Agence Grande Muraille Verte du Niger et les services de l'environnement, 120 pionniers (60 à Dosso et 60 à Tahoua) ont reçu une formation et un équipement (Pioche, coupe-coupe, etc.) pour la relance de la RNA.
 - **Promotion de la culture fourragère dans des zones pilotes** : 124,35 tonnes de fourrage en culture irriguée ont été produites par des producteurs au niveau des sites pilotes de cultures fourragères identifiés en 2018. Cela a permis de susciter l'intérêt des acteurs pour cette culture. En 2020, une démarche rigoureuse sera mise en œuvre avec l'appui du conseil national de recherche agronomique afin d'établir la rentabilité de ces cultures et également élaborer des référentiels technico-économiques de ces cultures fourragères.
 - **Vulgarisation broyeurs et blocs multi nutritionnels (BMN) initiée** : Deux broyeurs et du matériel/intrants ont été acquis et livrés aux comités villageois de gestion de la paille ramassée des villages de Fack et Talist en vue de la formation/promotion de la fabrication de blocs multi nutritionnels (BMN). Dix (10) personnes dont 3 femmes ont été formées à cet effet. Il y a toutefois lieu de noter que la mise en place tardive de cette activité n'a pas permis de réaliser des effets pour 2019.
 - **Protection des pâturages naturels** : 312,7 Km de bandes pares-feux ont été réalisés dont 200 Km à Dosso et 112,7 Km à Tahoua. Cela a permis d'avoir entre autres acquis :
 - ✓ 224,3 tonnes de paille ramassées et stockées ;
 - ✓ 347 personnes payées pour 6 304 200 FCFA dont 9 femmes adultes, 61 hommes adultes, 73 jeunes filles, 204 jeunes garçons à Tahoua ;
 - ✓ 293 femmes, 277 hommes et 86 jeunes sont bénéficiaires et acteurs des travaux des bandes pares-feux à Dosso et payés pour 5 686 000 FCFA ;

- ✓ 4 COGES (Tagayen, Tatiss, Fack, Almamagh) composés chacun de 5 membres ont été mis en place et formés en techniques de labour de bande pare feu, dimensionnement des largeurs des bandes et sur l'écartement entre bandes ;
- ✓ 7 GOGES mis en place dans la commune rurale de Falwel (Hamdameye, Deytagui Moussa et Ladandey a Fawel, Sabonyayi a Matankari, Kolmey, Dankassari et Saourin kayhi a Dankassari. Au total 35 membre dont 14 femmes.

Livrables prévus 2019	Estimation du niveau de réalisation au 31/12/2019
200 km de bandes pares-feux et 150 tonnes de pailles ramassées, 50 tonnes de pailles broyées et transformée en vrac ou fabrication des blocs multi-nutritionnels densifiés	+156%
25 ha de cultures fourragères réalisés	114%
100 producteurs engagés dans la RNA à vocation pastorale	130%

Les difficultés rencontrées concernent surtout : (i) les nouvelles procédures d'exonération fiscale incertaines et semblent ne pas reconnaître la convention spécifique du PRADEL signée entre le Niger et la Belgique ; (ii) des zones d'insécurité signalées par notre partenaire VSF-B ; (iii) faible engouement des femmes pour intégrer le réseau des animatrices villageoises en aviculture et élevage des petits ruminants.

Le dynamisme des services déconcentrés de l'Etat, notamment les DRELS et la synergie avec le Projet Muraille Verte ont constitué importantes pour le Programme.

Au niveau de l'output R1.3 : « L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné »

L'accompagnement des acteurs dans une dynamique d'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur animales cibles du PRADEL a été enclenché durant l'année 2019. Ainsi :

- 1 324 promoteurs dont 719 femmes et groupements féminins (contre 0 en 2018) ont bénéficié d'un processus d'appui conseil, axé surtout sur les aspects techniques et de préparation à l'approche PRADEL.
- Compte tenu du démarrage récent de l'activité d'appui à l'entrepreneuriat, l'on ne peut pas encore apprécier l'évolution des acteurs du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome.

Les progrès au niveau de ce résultat ont été facilités par les produits intermédiaires suivants obtenus en 2019 :

- En matière de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l'entrepreneuriat dans les deux régions
 - Un dispositif d'appui conseil des acteurs des chaînes de valeur d'élevage a été mis en place avec le recrutement et la contractualisation de deux prestataires de services d'appui conseil (Consortium VSF-B/Karkara pour la région de Dosso et Partners For

Innovation (PFI) pour la région de Tahoua). Ces prestataires ont mis en place 10 conseillers en production animale et en entrepreneuriat.

- 1 324 promoteurs dont 719 femmes et groupements féminins (631 à Dosso et 651 à Tahoua ; 8 Projets Pilotes Modèles dont 5 individuels et 3 collectifs (constitués de 182 femmes et 60 hommes); 34 femmes bénéficiaires promotrices d'embouche bovine) ont été accompagnés/renforcés ou sensibilisés sur plusieurs thématiques : techniques d'embouche, suivi sanitaire régulier, technique de conservation de fromage/yaourt, amélioration génétique pour augmenter la production de lait ; diagnostic des maladies, soins vétérinaires de base, mise en relation d'affaire (sensibilisation l'approche GIEC du PRADEL) ; sensibilisation sur l'approche FISAN ; hygiène de l'habitat, de l'abreuvoir et de la mangeoire ; importance du ramassage et stockage du fourrage, amélioration des races de poulets traditionnel (choix du coq), l'amélioration de l'alimentation, la prophylaxie (importance de la vaccination des volailles et du suivi sanitaires du cheptel, informations sur les conditions d'obtention de subvention et crédit, connaissances sur les principes de base de la vie associative, formalisation des groupements et nécessité d'avoir des agréments à jour (OHADA), la documentation des décisions issues des réunions etc.
- Dans le but de mettre en place un dispositif durable de renforcement des capacités des acteurs, une étude de faisabilité de deux centres de formation professionnelles en entrepreneuriat en élevage (CFPEEL) a été lancée. Le consultant a été recruté, le cadrage de l'étude effectué, un rapport de démarrage élaboré et la phase de collecte de données a démarré.

Bilan des livrables 2019 :

Livrables prévus en 2019	Niveau réalisation au 31/12/2019
02 Prestataires services sélectionnés (10 Conseillers techniques production et d'entreprise)	100%
Une étude de faisabilité de deux (02) Centres de formation professionnelle intégrée en Entrepreneuriat en élevage (CFPIEEL)	60%

- Dans le domaine de la recherche, de l'analyse et de la promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur répliation
 - Une étude de faisabilité de la laiterie de Gaya a été réalisée et a montré la faisabilité technique, sociale, économique et financière de l'unité. Toutefois, au regard du montant en jeu (environ 656 000 Euro), le PRADEL ne peut pas à lui seul financer une telle réalisation. Le MAGEL (à travers la DGPIA) a pris le dossier en main et cherche d'autres partenaires pour le financement, y inclus le recours au privé.
 - Neuf projets pilotes modèles ont été affinés : 9 Plans d'affaires réajustés et des plans de financement établis, les cahiers de charges ont été élaborés, lancés, les offres ont été évaluées et les rapports ont été soumis à l'avis de non objection d'Enabel. La contractualisation effective et la réalisation des travaux interviendront au cours du premier semestre 2020.

Livrables prévus en 2019	Niveau de réalisation au

	30/09/2019
Laiterie de Gaya réhabilitée autour du dispositif du GEIC lait	30%
10 Entreprises modèles pilotes appuyés	90%

La difficulté principale au niveau de cet output provient surtout des marchés publics qui ont également pris beaucoup de temps (relancé au moins deux fois, délai d'avis de non objection, surcharge au niveau du chargé des marchés publics, etc.). Des zones d'insécurité sont également signalés dans certaines localités de Dosso et de Tahoua.

La disponibilité des services techniques déconcentrés de l'élevage a permis de faire face aux difficultés de recrutement tardif des prestataires de service.

Au niveau de l'output R1.4 : « Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels »

Les dispositifs de financement des acteurs privés et des investissements publics d'appui au développement de l'élevage connaissent un niveau d'avancement appréciable et permettront d'atteindre les résultats escomptés en 2020.

- En 2019, 42 projets (individuels et collectifs) ont été financés dont 85% pour les femmes (dont 34 projets d'embouche sont déjà en cours de mise en œuvre tandis que les autres connaissent un niveau avancé des marchés publics).

Les produits intermédiaires suivants méritent d'être retenus au titre de l'année 2019

- Un mécanisme de financement des initiatives économiques privées sensible au genre et aligné sur la politique nationale de financement agricole a été défini :
 - Un manuel de financement des initiatives économiques privées a été adopté par le COPIL. Ce manuel s'aligne sur le mécanisme du FISAN avec une discrimination positive pour les femmes et les jeunes et prévoit la subvention adossée au crédit. Ce manuel a ensuite été amendé par le siège d'Enabel Bruxelles.
 - Un mécanisme transitoire de dépôt de garantie a été élaboré en conformité avec les procédures d'Enabel en vue de faciliter l'accès au crédit des promoteurs cibles du PRADEL dans l'attente de la mise en place du mécanisme de garantie prévu par le FISAN. Un appel à propositions a été lancé et 3 Institutions de Microfinance (IMF) ont été sélectionnées. Une évaluation organisationnelle sera organisée en 2020 avant la signature de conventions de subside avec chacune d'entre elles.
 - Le FISAN ayant été retenu pour abriter/gérer le fonds de subvention adossée au crédit, une évaluation organisationnelle du FISAN a été réalisée comme l'exigent les procédures d'Enabel en matière de subside.
 - Une proposition technique et financière du FISAN a été élaborée, évaluée et un projet de convention de subside FISAN/Enabel a été élaboré et soumis au siège de Enabel.
 - Une étude d'élaboration des référentiels technico-économiques a été réalisée permettant de disposer d'éléments techniques et financiers pouvant aider à la fois les prestataires d'appui conseil, les promoteurs et les institutions financières dans le montage et l'analyse des dossiers de financement et dans la conduite des projets d'élevage.

Bilan des livrables 2019

Livrables prévus en 2019	Niveau réalisation au 30/09/2019
Manuel de financement des initiatives économiques finalisé et validé	100%
Convention Subsidés avec la BAGRI élaboré et signée (finalement c'est le FISAN qui est retenu)	95%
Réalisation de fiches Technico économiques des produits et chaînes de valeurs prioritaires PRADEL	100%
Un fonds de garantie mis en place	80%

- Le portefeuille de promoteurs à accompagner a été identifié de façon transparente et participative :
 - Un appel à projets a été lancé dans les deux régions pour l'établissement d'un portefeuille cible de 1317 promoteurs bénéficiaires. La sélection a été faite par les comités techniques régionaux mis en place par les Gouverneurs de région. L'appel à projets a suscité un grand intérêt des populations avec 5 175 dossiers réceptionnés pour lesquels l'appui de l'INS a permis un processus de dépouillement plus accéléré. A l'issue de l'analyse des dossiers, les comités techniques régionaux ont retenu 1454 dossiers de promoteurs. Un travail de proximité auprès des promoteurs présélectionnés est toujours en cours et permet de confirmer le portefeuille grâce à la vérification des éléments clés des fiches soumises : identité, capital bétail, engagement, etc.

Un niveau appréciable des livrables 2019 :

Livrables prévus en 2019	Niveau réalisation au 30/09/2019
Appel à projets lancé et 1317 promoteurs sélectionnés	99%
03 Rapports Etudes de marché : Lait de Gaya, Kliché de Madaoua et produits avicoles	33%
2 promoteurs innovants sélectionnés pendant le SAHEL 2019 et accompagnés	Annulé car le comité d'organisation de l'édition 2019 du SAHEL y a renoncé
3 Pré-GIEC mis en place dans les bassins	30%

- Un mécanisme de financement des investissements structurants a été mis en place
 - Un manuel de procédures de financement des investissements structurants (sous maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales) a été adopté par le COPIL et soumis à la validation du siège d'Enabel. Ce manuel s'aligne sur la politique nationale (ANFICT).

- Une évaluation organisationnelle de l'ANFICT a été réalisée comme l'exigent les procédures d'Enabel en matière de subside.
- Une convention de subside entre Enabel et ANFICT a été élaborée et signée octroyant ainsi environ 609 000 euros à l'ANFICT pour le financement des investissements publics d'appui au développement des chaînes de valeur cibles du PRADEL.
- Des ateliers multi-acteurs au niveau des bassins d'intervention ont été organisés et ont permis d'identifier et de prioriser de façon participative et inclusive les investissements publics à réaliser sous maîtrise d'ouvrage des CT en vue d'impulser le développement des chaînes de valeur d'élevage dans lesdits bassins (marché à bétail, parc à vaccination, aire d'abattage, etc.). Cette priorisation a ensuite été affinée par l'équipe PRADEL.
- Les projets de documents de passation de marchés pour les communes ont été élaborés pour la région de Dosso.
- Une étude d'élaboration de modèles d'infrastructures et de leurs modèles de gestion a été réalisée.

Manuel de financement des investissements structurants validé	100%
Convention subside avec ANFICT élaborée et signée	100%

La principale difficulté de cet output concerne l'annulation par le siège d'Enabel du processus de la convention de subside avec la BAGRI et la reprise du processus avec le FISAN dont la réactivité a été globalement faible. Cela n'a pas permis de faire le financement des acteurs privés en 2019.

Il faut également noter que l'appui des services centraux et déconcentrés de l'Etat (DGPIA, DREL/DDEL, INS, génie rural, etc.) a été déterminant dans la production des résultats intermédiaires. De même la concertation régulière entre les PTFs sur la question du financement agricole a permis de mieux cadrer les actions du programme en vue de rester aligné sur les orientations nationales et de partager des informations utiles.

A05 - R1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées

Un processus de restructuration de l'interprofession bétail/viande/peaux et cuirs et de l'interprofession avicole a été initié par la DGPIA avec l'appui du Programme. A cet effet :

- Un atelier a été organisé et un document de cadrage adopté.
- Une étude d'identification des OPELS de base dans les régions de Dosso et de Tahoua a été réalisée.

3.4 Performance des outputs de l'outcome 2

3.4.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N°	Valeur Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
RESULTAT 2.1: Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus						
Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural)	R2.1.1	NA	0	100%	100%	100%
Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités par PRADEL qui sont gérés correctement	R2.1.2	NA	0	100%	20%	80%
RESULTAT 2.2: Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés						
Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication appuyé par le PRADEL qui sont satisfaits	R2.2.1	NA	0	0	0	70%

3.4.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	B01 - R2.1. Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus				
B01-01	Priorisation des espaces à sécuriser et des aménagements à réaliser en fonction des chaînes de valeur prioritaires		X		
B01-02	Mise en œuvre des aménagements priorités			X	
B01-03	Former et accompagner les acteurs dans la gestion des aménagements		X		
B01-04	Sécurisation foncière des aménagements pastoraux			X	

⁷ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

	B02 - R 2.2. Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés				
B02-01	Des systèmes d'information, sur base des NTICs et adaptés aux besoins des éleveurs sont développés			X	
B02-02	Renforcement de la diffusion de l'information collectée		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Concernant l'output R2.1 : « Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus »

La réalisation d'aménagements pastoraux a été amorcée :

- 100 ha de terre pastorale traités (31 300 demi-lunes réalisées et 15 000 plants forestiers plantés et 500 kg ensemencés) ;
- 105 km de couloir de passage ont été balisés (géoréférencés, piquetage, confection et fixation des balises)

Pour ces aménagements réalisés et ceux en cours on note que :

- 100 % des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL sont sécurisés (géoréférencement, arrêté de clarification, publicité foncière).
- 100% des aménagements réalisés (aires de pâturage) disposent d'un accord social de gestion et d'un comité de gestion.

La réalisation d'aménagements pastoraux sécurisés et bien gérés (ouvrages hydrauliques, aires de pâturage, couloirs de passage) a été véritablement enclenchée et connaîtra sa vitesse de croisière en 2020 du fait des résultats intermédiaires suivants produits en 2019 :

- **Une liste consensuelle des aménagements prioritaires a été établie :** Des ateliers multi-acteurs au niveau des bassins d'intervention et au niveau régional ont permis d'identifier et de prioriser de façon participative et inclusive les aménagements pastoraux à réaliser pour soutenir le développement des chaînes de valeur (aires de pâturage, couloirs de passage, stations de pompage pastorales, puits pastoraux). Cette priorisation a ensuite été affinée par l'équipe PRADEL. La liste finale a ensuite été envoyée aux acteurs concernés (collectivités territoriales, DREL, DRH/A, Gouvernement, etc.).
- **Une étude de faisabilité des aménagements de trois (3) stations de pompage pastorales a été réalisée.** Un cabinet d'études a été recruté pour réaliser les études de faisabilité de six (6) stations de pompage pastorale (SPP) et assurer le contrôle de la réalisation de trois 3 SPP.
- **Les marchés publics pour la réalisation des aménagements sont bien avancés pour une mise en œuvre en 2020**
 - Un DAO pour la réalisation de six (6) puits pastoraux a été élaboré grâce à la collaboration avec les services déconcentrés de l'hydraulique ; le marché a été lancé et conclu (démarrage des travaux prévus en 2020).
 - Un marché pour la récupération de 1 736 ha (543.368 demies-lunes) de terres pastorales a été lancé, dépouillé et en cours d'avis de non objection.
 - Un marché pour la réalisation 335 Km de couloir de passage lancé, offres évaluées et le rapport d'évaluation en cours d'avis de non objection.

- Un marché pour la réalisation des forages de trois (3) stations de pompage pastoral a été lancé et sera évalué en janvier 2020.
- **La mise en place apaisée et sécurisée des aménagements a été préparée conséquemment :**
 - La participation et l'adhésion des populations au processus de réalisation des aménagements sont acquises (malgré des cas de résistance enregistrés) grâce à la mise en œuvre d'un processus d'ingénierie sociale qui a connu l'implication des différents acteurs pertinents (populations, organisations de la société civile, autorités locales, collectivités territoriales, leaders traditionnels et religieux, commissions foncières, services techniques déconcentrés de l'Etat). Ce processus d'ingénierie sociale est aligné sur le guide national en la matière et permet de s'assurer de la participation et de l'adhésion de l'ensemble des acteurs aux choix des aménagements, au choix des sites et de la définition des limites réelles desdits aménagements, du géoréférencement, de l'établissement des accords sociaux, des actes de sécurisation foncière, etc.).
 - Quelques acquis du processus d'ingénierie sociale :
 - ✓ 4 723 personnes sensibilisées ;
 - ✓ 24 ressources pastorales disposent d'un PV de clarification de statut de site ;
 - ✓ 11 ressources pastorales disposent d'un arrêté de clarification de statut ;
 - ✓ 11 accords sociaux ont été conclus pour la mise en place et l'exploitation des ressources pastorales.
 - Le Système d'Informations Foncières (SIF) promu par le Secrétariat Permanent du Code Rural a été mis en œuvre dans la zone du PRADEL. Ainsi, 65 personnes membres des COFOCOM et COFODEP ont été formées sur le système d'informations foncières et un appui en matériel informatique a été fait (7 ordinateurs bureau, 7 disques durs externes, 4 GPS, 6 imprimantes, 7 scanners + accessoires)). En outre, une mission d'appui conseil de proximité aux COFODEP/COFOCOM de Dosso et de Tahoua a été réalisée pour consolider les résultats d'après formation dans la tenue du système d'informations foncières et l'élaboration de cartographie.
 - La coexistence pacifique entre les acteurs a été promue à travers la vulgarisation des textes du code rural, de la loi pastorale dans la zone du PRADEL :
 - ✓ Les populations de 6 centres de regroupement de la région de Tahoua (Kouréga, Kawara, Alokoto, Sabonga, Sabon Guida et Malbaza) ont été sensibilisés par la COFODEP de Malbaza sur les thèmes liés au dispositif juridique existant au Niger pour gérer le foncier, les mécanismes et les modalités de prévention et de gestion des conflits fonciers, la promotion de la paix à travers une cohabitation pacifique, la contribution attendue des acteurs ruraux dans la recherche de la quiétude sociale.
 - ✓ Une mission d'information/sensibilisation des agropasteurs et éleveurs réalisée par le ROPEN sur la loi Pastorale pour une coexistence pacifique dans 7 communes (Abalak, Akoubounou,

Barmou, Kalfou, Badaguichiri, Madaoua, Bangui) a touché 656 personnes dont 415 hommes et 241 femmes

✓ 19 leaders des OPELs formés sur la loi pastorale dans la région de Dosso

- Un marché a été lancé pour le recrutement d'un prestataire chargé d'élaborer six plans d'aménagements pastoraux. L'approche d'élaboration est une approche « un bassin d'intervention, un plan d'aménagement pastoral » en vue de mieux prendre en compte l'intercommunalité dans le processus.

Bilan des livrables 2019 :

Livrables prévus en 2019	Niveau de réalisation au 31/12/2019
Document de priorisation des aménagements pastoraux élaborés	100%
Etudes de faisabilités techniques, sociales et environnementales des ouvrages hydrauliques réalisées	90%
Les accords sociaux des aménagements pastoraux sont élaborés	80%
6 plans d'aménagements pastoraux élaborés (niveau bassin d'intervention)	20%
Le système d'informations foncières est promu dans les zones d'intervention du PRADEL	90%
Des sessions de vulgarisation de textes sur les ressources naturelles organisées dans chaque bassin (code rural, loi pastorale, etc.),	100%
Imprévu :	
Des travaux de réalisation d'aménagements pastoraux ont été initiés avec l'ONG CADEL :	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 ha de terre pastorale traités (31 300 demi-lunes réalisées et 15 000 plants forestiers plantés et 500 kg ensemencés) ▪ 105 km de couloir de passage ont été balisés (piquetage, géoréférencés) ▪ 47 équivalents-emplois créés par les travaux des CES/DRS (pour un an) 	

La difficulté majeure concernant cet output a été que le marché lancé pour la sélection d'ONG pour l'ingénierie sociale a été infructueux. Dans le souci d'éviter un décalage important dans la mise en œuvre des activités, l'UGP/PRADEL a finalement opté de se baser sur les services techniques déconcentrés de l'Etat pour la conduite de l'ingénierie sociale sous la supervision des ATN Animation Sociale et Genre et de l'ATN Aménagements Pastoraux.

Une autre difficulté est relative aux cas de résistance/refus des aménagements sur certains sites (2 cas). L'intervention des autorités (conseil régional, chefferie traditionnelle) a permis de lever ces résistances.

Le remplacement tardif de l'assistant technique en suivi des infrastructures qui a été promu à un poste à l'international a occasionné également des difficultés de conduite efficace des activités.

Au niveau de l'output R 2.2. « Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés »

Le PRADEL a contribué à renforcer les systèmes et les canaux d'information et de communication utilisés par les éleveurs et les autres acteurs des filières animales à travers les produits suivants réalisés en 2019 :

- Un atelier de réflexion pour le passage au système d'information sur les marchés à bétail de 2ème génération (SIM 2G) a été tenu avec la participation de deux experts du CILSS.
- L'analyse des canaux de communication du SIM bétail a été réalisée avec l'appui financier du Programme.
- 37 personnes (34 agents et 3 contrôleurs) ont été formées sur la méthodologie de suivi des marchés à bétail et l'application mobile de collecte des données sur le bétail du SIM Bétail.
- Cinq conventions de collaboration avec cinq radios communautaires ont été élaborées et signées en vue entre autres la diffusion d'informations sur les filières, la loi pastorale etc. Ainsi : 240 diffusions de messages de 12 à 17 minutes relatifs aux prix des animaux et des intrants relevés sur les 21 marchés suivis par le SIMB/DREL ont été effectuées.

3.5 Performance des outputs de l'outcome 3

3.5.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
RESULTAT 3.1: Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs						
Nombre de nouveaux de paramètres spécifiques liés à l'élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU	R3.1.1	0	0	8	8	8
% de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs	R3.1.2	45%	45%	58%	55%	70%
RESULTAT 3.2: Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables						

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
RESULTAT 3.1: Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs						
Nombre de modèles et actions spécifiques en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	R3.2.1	0	3 ⁸	4	1	3

3.5.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁹	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	Co1 - R3.1 Des capacités des acteurs renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs				
Co1-01	Renforcer les systèmes d'alerte précoce et d'information sur la vulnérabilité des agropasteurs		X		
Co1-02	Renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des plans de réponse aux crises		X		
	Co2 - R 3.2 Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables				
Co2-01	Développer des modèles d'action pour le renforcement de la résilience à travers des actions pilotes et la capitalisation des différentes initiatives existantes et pilotes (BAB...)			X	
Co2-02	Accompagner les ménages vulnérables pour renforcer leur résilience : actions pilotes		X		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Concernant le RESULTAT 3.1: « Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs »

⁸ En rappel, en 2018, une étude de capitalisation des expériences d'alerte précoce - les SCAP-RU et OSV et une étude de capitalisation des pratiques et actions de résilience (vente à prix modéré et distribution gratuite des aliments bétail à Dosso, et transhumance précoce à Tahoua) ont été réalisées. Elles n'avaient pas été comptabilisées ici mais plutôt au résultat 4.1. Il s'agit donc d'une correction.

⁹ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

L'année 2019 a connu un renforcement des capacités des acteurs en vue de mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs. Ainsi, les produits intermédiaires suivants sont à retenir :

- **Huit (8) paramètres spécifiques liés à la vulnérabilité pastorale ont été intégrés dans le dispositif du DNPGCCA et les OSV et SCAPRU.**

Le PRADEL a contribué à cette plus grande prise en compte de la vulnérabilité pastorale dans le cadre d'un processus appuyé par d'autres partenaires. La contribution du PRADEL concerne surtout :

- Participation à l'atelier national d'intégration de 8 indicateurs pastoraux au Système d'Alerte Précoce ;
 - Participation à l'atelier de validation et de partage du Guide consensuel et Outils de mise en place et d'opérationnalisation des dispositifs locaux d'alerte précoce et de réponses aux crises alimentaires et catastrophes
 - Une phase pilote d'utilisation des smartphones pour la collecte et le suivi des indicateurs de vulnérabilité purement pastoraux dans les bassins d'interventions du PRADEL a été initiée avec la Division Alerte Précoce et Structures Communautaires du DNPGCCA (matériels en cours de commande).
- **En 2019, 58% des collectivités territoriales appuyées par le PRADEL disposent de plan de réponse aux crises qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et agropasteurs contre 45% en 2018.**
- Trois plans de contingence multirisques des bassins d'intervention du PRADEL dans la région de Tahoua ont été élaborés pour toutes les 17 communes d'intervention de la région
 - 12 OSV et 30 SCAP RU dans la région de Dosso et Tahoua ont été mis en place/dynamisés ;
 - Les membres de 6 OSV et de 18 SCAP RU dans la région de Dosso ont été formés sur les outils de travail et sur leurs rôles et responsabilités.

NB : Les initiatives entreprises sous cet objectif méritent une consolidation (opérationnalisation, évaluation des OSV/SCAPRU et leur suivi de proximité, etc.).

Livrables prévus en 2019	Niveau réalisation au 31/12/2019
6 OSV et 20 SCAP/RU mis en place ou renforcés	150%
06 plans de contingence et de réponse aux crises pastorales élaborés dans les communes/bassins d'intervention	50%

Au niveau de l'output R 3.2 : « Des modèles et actions spécifiques en élevage développées, capitalisées et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables »

- Deux ateliers d'analyse et de réflexion sur les actions de résilience pour la région de Dosso et pour la région de Tahoua ont été organisés et ont permis d'esquisser/choisir

quatre (4) « modèles d’actions de résilience » les mieux adaptés pour chaque région dont un (1) pour la région de Dosso et trois (3) pour la région de Tahoua).

- A Dosso : « le modèle » est basé sur la pratique actuelle des acteurs et est détaillé dans les 3 types d’actions de la résilience (atténuation, adaptation, relèvement). Il combine : Aliments (Aliments complémentaires de bétail + Fourrages + Vivres) + Fourniture d’animaux (kits de petits ruminants + gros ruminants + soins vétérinaires) + Déstockage (Stratégique + abattage).
- A Tahoua : les modèles qui ont retenu l’attention et fait consensus sont : (i) l’Approche 3PA (Assistance Alimentaire pour la création des Actifs productifs) ou 3A développée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), (ii) l’Approche Village Vert mise en œuvre par l’ONG Concern et (iii) une approche non nommée, développée par les ONG RESCATE et ADKOUL en zone de réfugiés.

Ces ateliers ont permis aux différents acteurs intervenant dans le domaine de la résilience d’analyser ces actions, de se les approprier et de dégager un consensus sur leur pertinence. Ces modèles méritent d’être maintenant décrits avec l’appui d’une expertise confirmée en vue d’une plus large diffusion.

3.6 Performance des outputs de l’outcome 4

3.6.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
RESULTAT 4.1: Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l’élaboration des stratégies et politiques						
Nombre total de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	R4.1.1	0	1	2	3	10
RESULTAT 4.2: La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées						
Nombre d’espaces de coordination/concertation des acteurs de l’élevage mis en place et fonctionnels avec l’appui du PRADEL	R4.2.1	0	2	2	2	3
Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	R4.2.2	0 %: Plan de communication non à jour/inexistant	0 %: Nouveau Plan de communication élaboré	19% : faiblement mis en œuvre	25% : Faiblement mis en œuvre	Entre 51% et 75%: bonne mise en œuvre
RESULTAT 4.3: Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l’élevage sont renforcées pour mieux jouer						

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la Baseline	Valeur année 2018	Valeur année 2019	Cible année 2019	Cible finale
RESULTAT 4.1: Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques						
leur rôle						
Nombres d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAGEL et ses STD etc.)	R4.3.1	2	2	4	4	5
Pourcentage de communes disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	R4.3.2	14%	NA ¹⁰	14%	NA	75%
RESULTAT 4.4: Les capacités des OPELS faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques						
Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPELS faitières appuyés par le PRADEL	R4.4.1	0	0	1	0	3
RESULTAT 4.5: Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus						
Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	R4.5.1	0	0	0	9 040	25 280

3.6.2 État d'avancement des principales activités

CODE	LIBELLE	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	D01 - R 4.1 Les connaissances dans le secteur sont améliorées				
D01-01	Améliorer les connaissances sur les systèmes et dynamiques changeantes de l'élevage		X		
D01-02	Capitaliser et diffuser des thématiques liées à l'élevage		X		

¹⁰ La valeur de référence de cet indicateur a été re-déterminée en 2019 suite à une enquête exhaustive car la valeur de l'étude situation de référence semblait visiblement l'avoir surestimée à 69%

	D02 - R4.2 La coordination du secteur est renforcée				
D02-01	Renforcer les plateformes et les espaces de dialogue		X		
D02-02	Renforcer la communication dans le secteur		X		
	D03 - R4.3 Les capacités des différents acteurs publics renforcées				
D03-01	Renforcement du MAGEL + STD		X		
D03-02	Renforcement des collectivités territoriales			X	
	D04 - R4.4. Les capacités des OPELS sont renforcées				
D04-01	Renforcement des OPELS sur des thèmes clés			X	
D04-02	Appui à la mise en place des outils, et des services pour les membres par les OPELS			X	
	D05 - R4.5 Les droits des pasteurs sont mieux protégés				
D05-01	Diffuser les textes relatifs aux droits de l'homme et du citoyen au sein des sociétés nomades		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Au niveau de l'output R 4.1 : « Les connaissances dans le secteur sont améliorées »

- En 2019, deux activités d'amélioration des connaissances dans le secteur ont été conduites contre une en 2018 (pour une cible intermédiaire de 3)
Une conférence publique a été organisée et a porté sur l'expérience malienne en matière d'insémination artificielle tandis qu'une étude a été réalisée et a porté sur les modèles d'infrastructures d'élevage et leurs modes de gestion.
- En Outre, (5) études prospectives et autres initiatives de recherche-actions et de capitalisations ont été engagées en 2019 et permettront de disposer de meilleures connaissances dans le secteur et d'engager de réformes stratégiques basées sur ces actions. Il s'agit :
 - Une étude d'analyse diagnostique des organisations professionnelles agricoles du sous-secteur de l'élevage a été lancée (marché conclu et démarrage prévu mi-janvier) en vue d'élaborer : (i) un diagnostic sur la situation actuelle des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et leurs capacités institutionnelles et organisationnelles à contribuer à la mise en œuvre de la SDDEL (2013-2035) et (ii) une stratégie d'appui institutionnel et organisationnel par l'Etat aux organisations professionnelles agricoles (OPA) et de développement d'une relation Etat-Profession et éventuellement d'un partenariat contractualisé.
 - Deux études d'élaboration des Plans nationaux de développement des filières ont été lancées. Elles visent à doter le Niger de deux (02) Plans nationaux filière à savoir : (1) le Plan national de développement de la filière Lait (PNDF Lait) et le Plan national de développement de la filière Avicole (PNDF Aviculture) conformément aux orientations de la Stratégie de Développement Durable de l'Elevage (SDDEL, 2013-2035).
 - La capitalisation des expériences et des résultats de la recherche vétérinaire et zootechnique au Niger a été lancée. A cet effet, un appel ouvert à proposition de communications a été lancé en collaboration avec le Conseil National de la Recherche

Agronomique (CNRA) dans cinq (5) thématiques : l'amélioration génétique et la reproduction, l'alimentation animale, la santé animale, la transformation des produits animaux, la socio-économie de l'élevage. Deux réunions du Comité scientifique du CNRA ont été tenues et ont permis de présélectionner une trentaine de propositions de communications conformément aux thématiques visées dans l'avis d'appel à proposition. Quinze (15) propositions de thèmes ont été sélectionnées définitivement et des ateliers seront organisés en 2020 pour les échanges de capitalisation.

- Un projet de recherche-action sur les cultures fourragères sur 7 sites (Bangui, Dogueraoua, Tsernaoua, Tserassa, Jidda et les stations de recherche INRAN konni et Kalapathé) dans les deux régions a été lancé en collaboration avec l'INRAN (Disponibilité de semences, productivité fourragère, élaboration, production et diffusion de fiches techniques...). Les caractéristiques des sites retenus, les promoteurs volontaires, les superficies mises à disposition pour les essais, les spéculations phares et les périodes les mieux indiquées pour le démarrage des activités sont connus. En outre, les semences, les intrants et les aménagements prévus (dispositifs d'irrigation par aspersion « Hadari » ont été mis à la disposition des bénéficiaires particulièrement les paysans identifiés, le périmètre inter communal de Jidda et les deux stations de l'INRAN (Konni et Kalapaté). Les tests et les essais des cultures fourragères vont se réaliser vraisemblablement sur une superficie de 25,5 ha.

NB : Le budget disponible ne permet de lancer davantage de recherches-actions.

- Un appui a été apporté à une mission de collecte et d'évaluation de certains paramètres physicochimiques de lait tout au long du processus de fermentation du lait cru local dans la région de Dosso.

Bilan des livrables 2019 :

Livrables prévus pour 2019	Niveau de réalisation au 31/12/2019
3 études prospectives réalisées et 3 recherches-actions engagées	75%

Au niveau de l'output R4.2 : « La coordination du secteur est renforcée »

- En 2019, deux plateformes et espaces de dialogue sont fonctionnels avec l'appui du PRADEL tout comme en 2018 et deux nouveaux cadres de concertation des OPELs ont été mis en place.
 - Les deux (2) Comités techniques régionaux (CTR) de coordination et de concertation du secteur de l'élevage mis en place en 2018 à Dosso et Tahoua ont été soutenus et ont été fonctionnels avec la tenue de sessions régulières (3 sessions à Dosso et 2 à Tahoua). Cela permet aux acteurs du secteur de l'élevage des deux régions de mieux partager les informations, de mieux se concerter et d'assurer la cohérence et l'efficacité des actions. Plusieurs thèmes ont été abordés durant les sessions des CTR : situation pastorale, situation sanitaire du cheptel, situation des appuis apportés par l'Etat et ses partenaires dans le domaine de l'élevage

- Au niveau central, la coordination des acteurs de l'élevage a été plutôt faible. Une conférence publique a été organisée en partenariat avec l'Ambassade du Royaume de Belgique sur la mise en œuvre du programme stratégique 4 de l'I3N : « Développement des filières et chaînes de valeurs d'élevage ». Cet atelier a permis de faire le point de la mise en œuvre de ce programme stratégique et a constitué un espace de dialogue privilégié entre les acteurs (Etat, PTFs, société civile pastorale, secteur privé, etc.).
- Deux cadres de concertation des OPELs ont été mis en place dans les régions de Dosso et de Tahoua. Cela prépare la participation cohérente et concertée des OPELs des deux régions aux actions de plaidoyer/lobbying qui sont en cours d'organisation avec les OPELs au niveau national.

Livrables prévus pour 2019	Niveau de réalisation au 31/12/2019
Les comités techniques régionaux fonctionnels	100%

- La mise en œuvre du plan de communication du MAGEL a évolué positivement de 19% (même si elle demeure encore faible) en 2019 comparativement à 2018, l'année où il a été élaboré.
 - Des points focaux du Ministère chargés des questions de communication/archivage dans les deux régions d'intervention du PRADEL (Tahoua et Dosso) ont été mis en place et formés ;
 - La réalisation du site web et de l'intranet du MAGEL a été lancée ;
 - L'archivage physique et numérisation des documents administratifs du MAGEL a été réalisé (60 mètres linéaires (ml) d'archives ont été triés, 50 ml d'archives et 1800 rapports et études ont été traités (catalogués et indexés), informatisés, cotés et classés. 2 bases ont été créées. Elles ont permis l'enregistrement de 632 boîtes d'archives et mille huit cent (1800) documents monographiques. Trente-sept mètres linéaires ont été numérisés. Ce qui a permis de produire mille-trois (1003) fichiers dont les métadonnées ont été créées et saisies dans le site intranet du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.).
 - Un appui a été apporté à l'organisation de l'édition 2019 de la cure salée avec un focus sur : (i) la sensibilisation sur les droits humains ; (ii) la sensibilisation sur les textes sur le pastoralisme.
 - Une contribution de 10 000 000 FCFA a été apportée pour la tenue du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Élevage – SAHEL, édition 2019.
 - Un appui a été apporté au MAGEL et aux OPELs en vue de participer au Salon de l'Agriculture de la Côte d'Ivoire (SARA 2019) avec en objectif de faire connaître les opportunités existant au Niger dans le domaine de l'élevage. L'appui modeste apporté au Centre de Multiplication du Bétail (CMB) pour la participation au Salon d'Abidjan (SARA 2019) a montré l'importance de tels appuis lorsqu'ils bénéficient à des acteurs capables de faire connaître les potentialités et les opportunités existantes au Niger dans le domaine de l'élevage. Le Niger, à travers le CMB a remporté le premier prix du plus beau taureau à l'occasion du SARA Edition 2019. Le CMB connaît à ce jour de nombreuses commandes.

La mise en œuvre consécutive du plan de communication nécessite un renforcement en ressources humaines afin de mieux de mettre en œuvre de façon plus efficace les activités programmées.

Bilan des livrables 2019

Livrables prévus en 2019	Niveau de réalisation au 30/09/2019
Plan de communication adopté et mis en œuvre	19%

Au niveau de l'output R4.3 : « Les capacités des différents acteurs publics renforcées »

- Des outils de pilotage, de suivi & évaluation, de gestion ont été renforcés/mis en place ou amorcés au niveau des services centraux et déconcentrés du Ministère.
 - La gestion participative des services déconcentrés de l'élevage a été soutenue à Dosso et Tahoua :
 - Des réunions mensuelles entre les DREL et leurs collaborateurs sont organisées régulièrement : 9 à Dosso
 - Des réunions mensuelles entre DDELS et leurs collaborateurs : sont régulièrement organisées : 56 (Dosso)
 - Des réunions de planifications mensuelles/trimestrielles entre DDELS et les services communaux de l'élevage sont organisées : 24 dont 16 à Dosso et 8 à Tahoua
 - 1 réunion de bilan annuel des activités des DREL, DDEL et SVPP de la Région de Tahoua organisée.

Ces échanges ont porté sur divers thèmes : le cahier de charge de chaque service et les attentes du DREL, la situation des rapports statistiques mensuels, la situation pastorale décadaire, le bilan des activités menées par chaque service et le planning des prochaines activités, etc.

- L'évaluation/bilan des activités 2018 et la programmation des activités 2019-2020 du MAGEL ont été réalisées à l'échelle du pays avec l'appui du PRADEL :
 - Le niveau de réalisation des activités d'élevage 2018 a été évalué dans les 8 régions du pays ;
 - Les programmations régionales 2019 des activités d'élevage ont été élaborées dans les 8 régions du pays ;
 - Le Programme Annuel de Performance (PAP 2020, volet élevage) du Ministère a été élaboré ;
 - Les capacités de 21 cadres du MAGEL ont été mises à niveau/renforcées sur la méthodologie de conception du PAP et du document de planification pluriannuelle des dépenses (DPPD) et le processus de leur actualisation
 - 111 cadres de l'élevage des 8 DREL ont été formés sur la SDDEL 2013-2035, les nouveaux outils de budgétisation avec un focus sur les Programmes 1 et 3 du MAG/EL et sur le tableur Excel.
- L'étude d'élaboration d'un dispositif de suivi et d'évaluation du MAGEL (avec un volet digitalisation) a été lancée et un voyage d'études effectué auprès du Ministère de l'Agriculture de la République du Bénin a permis aux cadres du MAGEL de s'inspirer

de l'exemple béninois et de mieux cadrer la mission du Consultant au Niger dont le produit est attendu en mars 2020.

- Les capacités de production/gestion des statistiques d'élevage de la direction des statistiques ont été renforcées :
 - Les rapports statistiques 2018 tant au niveau régional qu'au niveau national ont été produits grâce un appui apporté à la tenue d'un atelier d'harmonisation et de validation des données statistiques.
 - La base de données statistiques d'élevage a été mise à jour avec la correction des insuffisances de la base des données existante, l'ajout de nouvelles fonctions pour la production des tableaux de sortie, la création d'un lien entre la base et le site web du ministère. Le manuel d'administration des données est élaboré.
 - Sept (7) gestionnaires de la base des données du niveau central ont été formés.
 - Un meilleur suivi de la campagne pastorale a été noté grâce à l'appui du Programme qui a financé les missions des services déconcentrés de l'élevage dans les 2 régions pour la collecte des données sur la campagne pastorale.
- Le Plan de renforcement des capacités du Ministère (niveau central) et des Services techniques déconcentrés de l'Elevage élaborés par l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) a amorcé sa mise en œuvre avec l'appui du PRADEL.
 - Outre les différentes formations déjà citées dans les autres résultats, on peut noter les résultats intermédiaires ci-dessous :
 - 33 agents des services techniques de l'élevage (STDEL) ont été formés sur la fabrication de la couveuse traditionnelle et sur l'alimentation de la volaille ;
 - Une réflexion sur une meilleure organisation des services d'insémination artificielle a été amorcée grâce un voyage d'étude au Mali sur l'Insémination artificielle (IA) qui a été organisé au profit de sept (7) cadres du Ministère et du PRADEL. Ce voyage est suivi d'une étude d'élaboration de la stratégie d'amélioration génétique des ressources animales financée par IRC.
 - Des appuis ont été apportés aux cadres du MAGEL pour des participations à des foires internationales (Meknès au Maroc, Clairemont Ferrand en France, SARA en Côte d'Ivoire).

Bilan des livrables 2019 :

Livrables prévus en 2019	Niveau de réalisation au 31/12/2019
Dynamique de gestion participative au niveau des STDEL renforcée	95%
Système de suivi & évaluation du MAGEL conçu/revu et mis en œuvre	50%
Imprévus : <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités de production/gestion des statistiques d'élevage ont été renforcées (rapports statistiques 2018, mise à jour base de données statistiques d'élevage, formation gestionnaires base de données) • Un meilleur suivi de la campagne pastorale a été noté grâce à l'appui financier du Programme dans les 2 régions (financement des missions des services déconcentrés de l'élevage pour la collecte des données sur la campagne pastorale). • Amorce d'une réflexion sur une meilleure organisation des services d'insémination 	

artificielle grâce à un voyage d'étude au Mali sur l'Insémination artificielle (IA) organisée pour sept (7) cadres du Ministère et du PRADEL.

- Des appuis ont été apportés aux cadres du MAGEL pour des participations à des foires internationales (Meknès au Maroc, Clairemont Ferrand en France).

Les difficultés majeures rencontrées pour ce résultat concernent surtout :

- La faiblesse de réactivité de certains services du MAGEL dans le cadre de l'étude sur le dispositif de suivi et évaluation qui va entraîner un dépassement des délais initiaux et pourraient conduire à un réajustement de l'étendue du dispositif.
- Les marchés publics ont également pris énormément de temps (relance de certains marchés du fait que les exigences de qualification demandées étaient parfois trop élevées, les périodes d'exécution n'étaient pas toujours favorables pour certains prestataires qualifiés, etc.).
- Nécessité de mieux coordonner l'appui au Ministère pour éviter les doublons (cas du dispositif de suivi et évaluation appuyé également par un autre PTF alors que le PRADEL apporte également son appui).
- Les collectivités territoriales ont été renforcées dans leur rôle en matière de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage
 - Un atelier de capitalisation de la gestion déléguée communautaire des marchés à bétail a été organisé avec 6 maires de la région de Dosso.
 - 57 personnes (maires, OPELS, STDELS) de la région de Dosso ont été formées sur le choix des modes de gestion des infrastructures d'appui au développement de l'élevage.
 - 30 acteurs des collectivités territoriales de la région de Dosso ont participé à un atelier d'échanges d'expériences sur la gestion des aménagements pastoraux (puits, SPP, couloirs de passage et aires de pâturage)
 - Un marché a été lancé pour l'élaboration d'une boîte à outils maîtrise d'ouvrage.

Au niveau de l'output R4.4 : « Les capacités des OPELS sont renforcées »

Les capacités des OPELS en matière de défense des intérêts et de plaidoyer ont été renforcées

- 2 cadres de concertation des OPELS mis en place dans la région de Dosso ;
- 03 plans de plaidoyer de trois faitières (CAPAN, IPBVPC, IP Volaille) ont été élaborés.
- 33 personnes membres des OPELS ont été formées sur les techniques de plaidoyer.
- Un appui a été apporté à la campagne « Mon lait est local » pour faire du plaidoyer sur le lait local.
- Six personnes ont été appuyées pour participer Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan, SARA 2019 ;
- 12 membres de Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) de Dosso ont été formés sur l'élaboration des microprojets et plans d'affaires

Livrables prévus en 2019	Niveau de réalisation au 30/09/2019
Plan de défense et de plaidoyer des OPELS faitières conçus et mis en œuvre	60%

Au niveau de l'output R4.5 : « Les droits des pasteurs sont mieux protégés »

La promotion des droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés reste encore timide. Toutefois, un marché a été lancé pour le recrutement d'un prestataire de service spécialisé pour la vulgarisation des droits humains. Sa mise en œuvre prévue en 2020 permettra d'améliorer les résultats dans ce domaine.

Notons aussi, qu'un appui a été apporté pendant la cure salée (grande fête annuelle réunissant des éleveurs du Niger et de la sous-région) pour la sensibilisation des leaders sur des thématiques cruciales pour les sociétés nomades/pastorales : scolarisation des jeunes filles, lutte contre les mariages précoces. Malheureusement le rapport rédigé par le ministère ne fait pas ressortir le nombre de personnes touchées par ladite campagne.

4 Suivi budgétaire

	Budget Euro	Dépenses			Solde (Euro)	Taux de déboursement à la fin de l'année 2019
		Année 2017 (Euro)	Année précédente 2018 (Euro)	Année couverte par le rapport 2019 (Euro)		
TOTAL	14 000 000,00	226 195,24	979 012,68	1 851 001,45	10 943 790,63	22%
OUTCOME 1	4 784 000,00	42 361,97	224 427,96	563 343,38	3 953 866,69	17%
Output 1.1	124 000,00		111 093,13	13 715,02	- 808,15	101%
Output 1.2	1 200 000,00		52 506,88	326 579,53	820 913,59	32%
Output 1.3	950 000,00	42 361,97	43 268,49	151 707,87	712 661,67	25%
Output 1.4	1 680 000,00		1 769,94	65 653,02	1 612 577,04	4%
Output 1.5	830 000,00		15 789,52	5 687,94	808 522,54	3%
OUTCOME 2	3 555 000,00	-	18 002,84	164 662,36	3 372 334,80	5%
Output 2.1	3 310 000,00		6 341,88	111 427,66	3 192 230,46	4%
Output 2.2	245 000,00		11 660,96	53 234,70	180 104,34	26%
OUTCOME 3	370 000,00	-	15 636,62	11 739,78	342 623,60	7%
Output 3.1	250 000,00		15 636,62	8 768,20	225 595,18	10%
Output 3.2	120 000,00			2 971,58	117 028,42	2%
OUTCOME 4	1 575 000,00	-	48 875,52	200 828,33	1 325 296,15	16%
Output 4.1	355 000,00		15 876,29	38 582,99	300 540,72	15%
Output 4.2	280 000,00		14 803,68	52 467,58	212 728,74	24%
Output 4.3	560 000,00		17 045,26	76 472,63	466 482,11	17%
Output 4.4	330 000,00		483,83	33 305,12	296 211,05	10%
Output 4.5	50 000,00		666,46	0,01	49 333,53	1%
RESERVE	7 204,00	-	-	-	7 204,00	0%
Cogestion				-	-	
Régie	7 204,00			-	7 204,00	0%
MOYENS GENERAUX	3 708 796,00	183 833,27	672 069,74	913 397,27	1 939 495,72	48%
Frais personnel	2 574 696,00	27 634,73	524 898,24	659 154,80	1 363 008,23	47%
Investisseme nts	300 000,00	136 078,70	68 848,80	79 773,26	15 299,24	95%
Frais fonctionneme nt	559 100,00	20 119,84	71 207,76	111 168,96	356 603,44	36%
Audit suivi & évaluation	275 000,00		7 114,94	63 300,25	204 584,81	26%
ZZ				- 2 969,67	2 969,67	

Le taux d'exécution au 31/12/2019 est 22% mais avec les engagements actuellement signés le taux est de 48%.

	Budget en Euro	Dépenses réelles au 31/12/2019	Taux dépenses au 31/12/2019	Engagements effectifs non encore payés Au 31.12.2019	Dépenses + Engagement	Taux avec engagement
Activités	10 284 000,00	1 289 878,76	13%	3 621 307,88	4 911 186,64	48%
Moyens généraux	3 708 796,00	1 766 330,61	48%		1 766 330,61	48%
Réserve	7 204,00	-	0%		-	0%
TOTAL	14 000 000,00	3 056 209,37	22%	3 621 307,88	6 677 517,25	48%

5 Risques et problèmes

Les risques et les problèmes sont ceux inscrits dans la baseline du Programme. Cependant, de nouveaux risques majeurs sont apparus en 2019. Ils'agit de:

- ✓ L'exigence de garantie par les institutions financières pour accorder des crédit peut conduire à l'exclusion d'une grande partie de la cible du PRADEL du financement dans le cadre de l'alignement du Programme sur le dispositif/mécanisme du FISAN. Pour atténuer ce risque, le PRADEL a initié la mise en place d'un mécanisme transitoire de garantie sous forme de dépôt de garantie. Toutefois, cette action doit encore avoir l'aval du Siège d'Enabel
- ✓ L'insuffisance des ressources humaines de la Direction Générale du FISAN entraîne une faible réactivité et des retards importants dans la mise en place et l'opérationnalisation du financement des acteurs privés. Le changement de méthode de travail avec une plus grande implication du PRADEL et une concertation de proximité entre le PRADEL et la DG FISAN ainsi que l'implication des ordonnateurs ont permis de mieux gérer ce risque. Par ailleurs, le recrutement d'un gestionnaire de convention a été acté dans le projet de convention de subside en cours de validation avec le siège de Enabel.
- ✓ Le risque de retard important lié au processus des marchés publics a conduit à la prise des mesures spécifiques suivantes: un planning des marchés prioritaires est élaboré, suivi et mis à jour régulièrement, un briefing des assistants techniques du PRADEL en marchés publics pour leur permettre d'être capables d'initier les cahiers spéciaux des charges/DAO a été fait. Des sessions déconcentrées pour l'évaluation des offres des soumissionnaires ont été organisées, un expert supplémentaire même s'il n'a pris service qu'en fin d'année 2019. Par ailleurs, un recours important a été fait aux services techniques déconcentrés de l'Etat pour certaines prestations (ingénierie sociale, appui conseil aux acteurs, etc.).

Le problème majeur demeure la menace sécuritaire qui se fait sentir de plus en plus dans certaines zones d'intervention du programme. Le recours aux consignes de sécurité des autorités locales et d'Enabel a été de mise (suspension temporaire, escorte dans certains cas, banalisation des véhicules, etc.). Le recours aux agents locaux pour la conduite des activités a également été appliqué dans certains cas.

5.1 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
1. L'esprit d'entrepreneuriat est très peu développé au Niger. Le changement de mentalités peut prendre du temps, avec le risque d'avoir des résultats encore très modestes dans ce domaine à la fin de l'intervention.	Formulation	OPS	Medium	High	High Risk	Avoir des ambitions réalistes en termes de développement de l'entrepreneuriat	PRADEL	Continu		En cours
						Analyser les freins à l'entrepreneuriat (peurs, manques d'information, mesures politiques, capacités, etc.) et mettre en place des dispositifs prenant en compte le contexte socioculturel.	PRADEL	Continu	Le dispositif d'appui conseil, de financement tient compte du contexte socio-culturel (proximité de l'appui, discrimination en faveur des jeunes et des femmes, etc.	
2. Lenteurs administratives dans la passation et la gestion des marchés pourraient survenir et causer des retards dans l'exécution des activités et impacter sur la qualité des réalisations/prestations	Formulation	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Mettre en place des procédures adaptées (prospection, séance d'information, document simplifié, etc.)	PRADEL	Continu	Des mesures spécifiques prises : une seule commission, ANO au niveau des ordonnateurs et du contrôleur financier, etc.	En cours
						Etablir des Accords cadre pour les services courants.				
						Veiller au respect des modalités de gestion des MP			Les modalités de gestion des	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
						prévues dans le DTF			marchés publics prévues dans le DTF sont appliquées	
						Veiller à valoriser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères de sélection des prestataires et des procédures de marchés publics				
						Renforcer le dispositif d'accompagnement des prestataires de services			Le dispositif d'appui conseil mis en place tient compte de la nécessité d'une proximité/d'une fréquence régulière des prestataires	
3. La faible capacité de gestion et de respect des procédures exigées par l'intervention auprès des partenaires bénéficiaires de subsides pourraient entraîner des dépenses non éligibles, impacter la qualité et l'efficacité de mise en œuvre, voire compromettre l'atteinte des	Formulation	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Réaliser systématiquement des analyses organisationnelles et fournir un appui systématique aux partenaires	PRADEL	Continu	Analyses organisationnelles réalisées pour ANFICT, FISAN	En cours
						S'inspirer et capitaliser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères d'exécution du partenariat avec les services publics et choisir des modalités de mise en œuvre			Modalités d'exécution orientées sur l'élaboration et la mise en œuvre des TDR car le processus de	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
résultats.						adaptées.			subside est assez chronophage	
						Assurer la clarification préalable des conditions d'éligibilité des dépenses en cas de subsides.			Des échanges réguliers entre les services financiers du PRADEL et des partenaires prévus/organisés	
						Mettre en place si nécessaire de mécanismes d'ANO en amont des engagements.				
4. Certains groupes ou familles influentes pourraient abuser de leur statut et s'accaparer des actions de l'intervention au détriment de certaines cibles visées par le programme, entraînant ainsi une non atteinte des résultats	Formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Contracter une structure (ONG) spécialisée et bien sensibiliser sur l'approche par le droit, y inclus la sensibilisation des équipes sur la problématique.	PRADEL	Continu	Un marché lancé pour recruter une structure spécialisée sur la question	En cours
5. Une grave crise/ catastrophe (y incluses sécheresse, inondation, épizooties) peut survenir et modifier les priorités des institutions partenaires vers des actions d'urgence et de reconstitution du cheptel, plutôt que des	Formulation	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Intégrer des activités de résilience climatique et de meilleure gestion des ressources naturelles dans l'intervention (résultat 2 et 3)	PRADEL	Continu	Des activités de CES/DRS réalisées et d'autres programmées	En cours
						Assurer la disponibilité d'un financement ad-hoc en cas d'urgence		Continu	Le Budget du PRADEL prévoit une ligne spécifique à	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
actions plus structurantes telles que définies dans l'intervention.									mobiliser en cas de nécessité	
6. La dépréciation de la Naira au Nigeria peut survenir en fonction de la conjoncture économique. Cela serait une source de baisse de l'activité économique des filières animales pouvant impacter les revenus des ménages, réduire les débouchés et leur capacité à contribuer à la chaîne de valeur, augmenter le risque d'exode des jeunes, détériorer un climat d'affaires dans le secteur de l'élevage déjà peu favorable pour l'intervention	Formulation	DEV	High	Medium	High Risk	Prendre en compte ce risque de dépréciation de la Naira dans les stratégies filières (résultat 1).	PRADEL	Oct-18		En cours
7. Le non-respect de conditions de pérennisation des investissements ou des actions de restauration de terres pourrait entraîner la limitation des résultats, l'occupation, la vente et le changement de vocation des espaces pastoraux	Formulation	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Développer une ingénierie sociale adaptée dans les stratégies de l'intervention et veiller à définir les mesures de transition et durabilité.	PRADEL	Janv-19	L'ingénierie sociale s'appuie sur les guides nationaux en la matière et sur les STD, CT et les assistants techniques du PRADEL	En cours

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
aménagés malgré l'existence des actes de sécurisation						Faire de la sensibilisation auprès des utilisateurs sur l'importance de respecter les conditions de pérennisation et s'entendre sur les règles (accords sociaux).			L'ingénierie sociale insiste sur la question de la durabilité et de la pérennisation des investissements. Des mesures d'appui à la gestion durable sont prévues ou en cours (comité de gestion, formation, etc.)	
						Capitaliser les expériences antérieures en matière de pérennisation des investissements			Une étude de capitalisation des modèles de gestion réalisée	
						Former et sensibiliser les acteurs dont les magistrats, autorités, chefs traditionnels sur les textes du code rural (GRN)			Des sessions radiophoniques et tournées de sensibilisation sur la loi pastorale et la GRN organisées	
						Assurer la vulgarisation et la dissémination des textes législatifs et réglementaires, notamment le Code Pastoral, auprès des populations et des			Des sessions radiophoniques et tournées de sensibilisation sur la loi pastorale et la GRN	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statuts
						autorités locales			organisées	

5.2 Gestion des problèmes

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème	Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème			
Description du problème	Période d'identification	Catégorie	Impact Potentiel	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut		
1. Les problèmes sécuritaires au Niger et dans les pays limitrophes impactent la capacité des équipes de l'intervention à travailler sur le terrain.	Formulation	DEV	Medium	Adapter le choix des zones d'intervention en fonction des risques ;	PRADEL	oct-18	Le choix des zones d'intervention a tenu compte des risques d'insécurité	En cours		
				Elaborer et mettre en œuvre des plans de sécurité (y inclus budget), maintenir le principe de la flexibilité			Les consignes de sécurité d'Enabel sont scrupuleusement respectées			
2. La faible volonté des différents acteurs de se coordonner et se concerter entraîne l'utilisation d'approches et critères différents dans le financement des filières et de l'entrepreneuriat, ce qui peut causer une compétition entre intervenants et créer des conditions de distorsion et d'inefficacité	Formulation	OPS	Medium	Rechercher une harmonisation entre intervenants, en s'alignant le maximum que possible sur les orientations du HC I3N (FISAN)			Les manuels de financement des initiatives privés et des investissements publics s'alignent sur le FISAN	En cours		
				Stimuler l'implication des PTF's dans le dialogue sur les sujets en relation avec l'approche et les modalités de financement dès le début			PRADEL/Ambassade/RR		Continu	En cours
				Stimuler les rôles de coordination et d'harmonisation du MAGEL à travers la composante institutionnelle			SGMAGEL/Ambassade/RR		Continu	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème	Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème			
Description du problème	Période d'identification	Catégorie	Impact Potentiel	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut		
3. L'étendue des zones d'intervention, la multiplicité des acteurs et le nombre de filières risquent d'entraîner une dispersion de l'intervention et réduire ainsi son efficacité et son efficacité,	Formulation	OPS	High	Choix au départ de travailler sur un nombre limité de chaînes de valeur et d'un nombre limité d'actions à mener pour améliorer significativement leur performance.	PRADEL	oct-18	Le nombre de chaînes de valeur a été limité	En cours		
				Choix au départ de travailler dans des zones à potentiel et de concentrer les investissements communaux et le soutien aux promoteurs dans les chaînes de valeur.			Le choix des bassins d'interventions a été limité à 6 afin de concentrer les efforts et ce choix a également tenu compte des potentialités			
4. Les ONG et ASBL sont inexpérimentées en matière de réponse et gestion de marchés publics. Ce qui pourrait causer des difficultés et des retards dans la contractualisation et la mise en œuvre des activités	Formulation	FIN	Medium	Mise en place de procédures adaptées (prospection, séance d'information, document simplifié, etc.)	PRADEL	Continu		En cours		
				Mise en place de mesures d'accompagnement lorsque nécessaire			PRADEL		Continu	
				Etablir des Accords-cadres						Des accords sont en cours de mise en place
5. L'exigence de garantie par les institutions financières pour accorder des crédits peut conduire à l'exclusion d'une grande partie de la cible du PRADEL du financement dans le cadre de l'alignement du Programme sur le	Revue MONOP	OPS	Medium	Réfléchir à ce problème dans le manuel de financement en élaboration	PRADEL	oct-18	Un mécanisme de garantie élaboré Un appel lancé et 3 IMF sélectionnées pour signature de convention de subside pour défaut de	En cours		

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème	Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du problème	Période d'identification	Catégorie	Impact Potentiel	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
dispositif/mécanisme du FISAN							paiement des crédits	

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Des synergies ont été recherchées avec l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC). Ainsi:

- ✓ Au niveau des acteurs bénéficiaires: les organisations bénéficiaires d'IRC sont celles avec lesquelles le PRADEL agit dans le cadre des objectifs et résultats recherchés par ce projet.
- ✓ Planification et mise en oeuvre concertée des activités: Une dynamique de concertation a également été instaurée entre les deux interventions (participation aux réunions de l'une ou l'autre équipe, choix concerté des activités de renforcement de capacités à financer par chaque intervention, partage systématique des TdR d'activités des acteurs bénéficiaires, partage des responsabilités dans le cadre d'activités conjointes (par exemple étude d'élaboration de la stratégie d'amélioration génétique où IRC assure l'élaboration de la stratégie et PRADEL s'occupera de la mise en oeuvre, voyages d'étude sur l'organisation des services d'insémination artificielle, etc.)
- ✓ Logistique: Mise à disposition des personnels des antennes régionales du PRADEL pour l'organisation des activités d'IRC sur le terrain, etc.).

Cette organisation/synergie permet ainsi une utilisation plus rationnelle et un ciblage cohérent des bénéficiaires, des activités et des changements attendus.

6.2 Avec les projets pour tiers.

Bien que le PRADEL ne soit pas un projet pour tiers, il convient de mentionner des discussions ont été engagées avec la coopération néerlandaise en vue d'un cofinancement de certaines activités du PRADEL dans une perspective d'avoir plus d'impact, de toucher plus de bénéficiaires et de couvrir plus de territoires.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Des initiatives de synergie/complémentarité ont été développées avec certains partenaires.

- ✓ Des échanges avec le MCA pour le co-financement de la laiterie de Gaya ont été amorcés sous le leadership de la DGPIA du MAGEL.
- ✓ Dans le cadre de la formation des paysans pionniers sur la RNA, le Projet Muraille Verte a fourni l'expertise technique (formateur) et le PRADEL a fourni le matériel de formation et assuré l'hébergement et la restauration des participants.
- ✓ L'identification des aménagements et infrastructures à réaliser dans le cadre du PRADEL a été faite en tenant compte des interventions existantes ou prévues lors des ateliers participatifs au niveau des bassins et des régions d'intervention.
- ✓ Les comités techniques de concertation du secteur de l'élevage mis en place et appuyés au niveau régional permettent également d'avoir une certaine synergie/harmonisation entre les différents partenaires intervenant sur le terrain qui acceptent de participer à ces cadres de concertation.

- ✓ Le PRADEL participe au groupe d'échanges sur le financement agricole mis en place avec d'autres partenaires (LuxDev, Coopération Suisse, AFD, UE, etc.).
- ✓ VSF-B a reçu le financement de MCA-Niger pour installer 12 nouveaux SVPP et renforcer 16 autres dont les 6 qui bénéficient des appuis du PRADEL. Il s'agit des SVPP de Dosso, Doutchi, Konni, Madaoua, Illéla et Abalak. Cette subvention complète les appuis du PRADEL notamment en termes de formation et de recyclage sur d'autres thématiques, appuis en équipements, etc.
- ✓ Dans le cadre de l'étude sur les OPELS, l'AFD a manifesté son intérêt et a été intégrée dans le comité technique de suivi de l'étude.
- ✓ Des échanges sont en cours avec AVI Niger et l'INRAN pour un test des aliments bétails produits par cette unité industrielle au niveau de certaines exploitations appuyées par le PRADEL.
- ✓ Les différents ateliers entrant dans le cadre de la réduction de la vulnérabilité des pasteurs et agropasteurs (identification de modèles de résilience, élaboration des plans de contingence) ont vu une participation active des autres intervenants (projets et ONG) et du système des nations unies au niveau régional.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

- ✓ Un marché pour la récupération de 1 736 ha (543.368 demies-lunes) de terres pastorales a été lancé, dépouillé et en cours d'avis de non objection.
- ✓ 55 ha de terre pastorale ont été traités (23 600 demi-lunes réalisées et 15 000 plants forestiers plantés et 500 kg ensemencés)
- ✓ 130 paysans pionniers ont été formés sur la régénération naturelle assistée (RNA) ;
- ✓ Une dotation en plants de l'ONG Niger Vert (1 000 000 FCFA) a été faite dans le cadre d'une campagne de sensibilisation sur les changements climatiques et réunissant des jeunes de la sous-région.
- ✓ L'étude de faisabilité de la laiterie de Gaya des stations de pompage a comporté un volet sur les risques environnementaux et les mesures de gestion desdits risques

7.2 Genre

- ✓ La stratégie de développement de l'entrepreneuriat en élevage a fait une discrimination positive à l'endroit des catégories défavorisées (femmes/jeunes dans le maillon production et transformation où le taux de subvention a été relevé pour ces catégories respectivement à 60% et 50%) ;
- ✓ Un appui a été apporté à la sensibilisation des leaders sur des thématiques cruciales pour les sociétés nomades/pastorales : scolarisation des jeunes filles, lutte contre les mariages précoces.
- ✓ La prise en compte des femmes dans les comités de gestion des aménagements : l'aire (Siria Nomade, Roumbouki, Amislatt, Campement Kolla, Lalamna Zango, Nagaro et Guidan Kassori) : 1 COGES composé de 10 membres dont 4 femmes ; 1 commissariat aux comptes composé de 3 personnes dont 2 femmes ;
- ✓ La prise en compte des femmes dans le dispositif des auxiliaires d'élevages a été promue : 5 animatrices villageoises en aviculture et élevage des petits ruminants ont été sélectionnées.
- ✓ Priorité donnée aux jeunes dans le choix des AE du SVPP nouvellement installé à Tahoua pour une moyenne d'âge de 30 ans.
- ✓ La prise en compte de la représentativité féminine et des jeunes dans les structures communautaires d'alerte précoce a été promue.

7.3 Digitalisation

- ✓ Une phase pilote d'utilisation des smartphones pour la collecte et le suivi des indicateurs de vulnérabilité pastoraux dans les bassins d'interventions du PRADEL a été initiée avec la Division Alerte Précoce et Structures Communautaires du DNP-GCA (matériels en cours de commande).
- ✓ La conception du dispositif de Suivi & Evaluation du MAGEL prévoit une digitalisation du système.
- ✓ Un atelier de réflexion tenu pour le passage au système d'information sur les marchés à bétail de 2ème génération (SIM 2G) a été organisé.
- ✓ L'archivage numérique d'un important lot de documents du MAGEL a été réalisé.

- ✓ Le Système d'informations foncières (utilisant les TIC) a été promu dans les zones d'intervention du Programme (le SIF est un logiciel dans lequel les commissions foncières enregistrent les données sur les ressources foncières : coordonnées géographiques, cartographie, statut, les transactions foncières etc.).
- ✓ Un appui au système digitalisé d'information sur les marchés à bétail (atelier de réflexion pour le passage au système d'information sur les marchés à bétail de 2ème génération (SIM 2G) ;
- ✓ 37 personnes formées sur la méthodologie de suivi des marchés à bétail et l'application mobile de collecte des données sur le bétail du SIM Bétail).

7.4 Emplois décents

Non applicable

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

- La constitution du portefeuille de promoteurs à appuyer par appel public ouvert a suscité une forte adhésion des acteurs des deux régions avec plus de 5000 candidatures enregistrées, cela grâce aux actions de communication de proximité (assemblées générales d'information /sensibilisation dans les regroupements de villages, utilisation des radios locales, etc.).
- Le recours aux services techniques déconcentrés pour l'ingénierie sociale et l'appui conseil de proximité aux promoteurs pour une période transitoire, suite au retard accusé dans les marchés de recrutement des prestataires, a permis d'avoir des résultats importants avec 1 324 promoteurs accompagnés et 11 accords sociaux signés dans un délai relativement limité.

8.2 Les défis

- **Réussir la mise en œuvre efficace du Programme dans un cadre peu maîtrisé des marchés publics :**
 - Une grande partie des marchés publics a connu des relances du fait du niveau élevé des exigences de qualification. Il y a nécessité de revoir à la baisse les exigences de qualification demandées dans les marchés publics, d'améliorer les connaissances des assistants techniques en marchés publics mais également de mieux connaître les acteurs, d'améliorer les termes de référence, etc.
 - Les délais de traitement et d'Avis de non objection ont souvent été longs. Au-delà des raisons liées aux faibles capacités en ressources humaines, une meilleure organisation du service des marchés publics s'est imposée avec le recrutement d'un nouvel expert en marchés publics qui a pris service en décembre 2019.
- **L'alignement du financement agricole sur les politiques nationales et le cadre d'Enabel en matière de subside assez contraignant :**
 - L'abandon du processus de financement via la BAGRI alors que celui-ci était pratiquement bouclé pour reprendre un nouveau processus avec le FISAN, dont les délais de réaction ont souvent été longs, a retardé le démarrage de la phase de financement des acteurs privés. L'instauration d'une concertation de haut niveau pour le suivi de la convention de subside avec le FISAN s'impose en vue d'anticiper les lenteurs déjà observées.
 - L'utilisation des règles d'Enabel en matière de subside pour le financement des acteurs privés pose d'énormes questionnements/difficultés.
- **La gestion financière efficace de volume importants d'activités au niveau régional par une équipe financière réduite :** Le volume des financements octroyés aux acteurs régionaux pour la tenue des activités (ateliers, bandes pare-feux, etc.) est de plus en plus important au regard des difficultés de faire de convention de subside avec les acteurs (règles d'Enabel contraignantes) et compte

tenu des règles de gestion financière, ces activités sont gérées sous forme de TdR approuvés et les fonds généralement gérés par l'antenne régionale du PRADEL. Il y a une nécessité de doter chaque antenne du PRADEL d'un aide comptable.

- **Mobiliser de façon optimale les acteurs locaux avec un cadre d'Enabel en matière de perdiems de plus en plus contesté.** Il y a de plus en plus de sérieuses difficultés de mobilisation des services techniques déconcentrés de l'Etat qui estiment le cadre de perdiem inadapté aux réalités de terrain.
- **Le volume important des activités, le souci de qualité de mise en œuvre, surtout de construction d'une démarche solide de chaînes de valeur** se heurtent à la durée opérationnelle du PRADEL (4 ans) et les pressions incessantes de réalisations physiques et de taux d'exécution budgétaire sans considération de la stratégie mise en place par le Programme.
- La mise en œuvre de l'ingénierie sociale par les STD a été confrontée dans certains cas à l'indisponibilité desdits STD du fait de leur forte sollicitation par d'autres partenaires. Il est préférable d'envisager une combinaison bien réfléchie entre STD et ONG pour la mise en œuvre de l'ingénierie sociale.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

- Des interpellations légitimes venant des collectivités territoriales pour mettre en œuvre les aménagements pastoraux sous leur maîtrise d'ouvrage invitent à plus de réflexion sur la place de la décentralisation dans le Programme.
- Au regard de l'importance de l'amélioration génétique des races pour le développement des filières et l'amélioration de leur compétitivité, il sied d'asseoir une vision à long terme de la coopération sur l'intégration de cette thématique dans ses interventions, surtout qu'une stratégie d'amélioration génétique est en cours d'élaboration avec l'appui de IRC de la coopération belge
- L'approche de développement centré sur les GEIC et la compétitivité des filières /chaînes de valeur appelle à une réflexion sur la durée réelle du Programme et les exigences de qualité et de résultats durables.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
L'exigence de niveau élevé de qualification des soumissionnaires des marchés publics, bien qu'en adéquation avec le souci de prestation de qualité, entraîne la relance fréquente des marchés publics et par conséquent des délais plus longs. Il y a nécessité de revoir à la baisse les exigences des marchés publics	Interventions d'Enabel

Enseignements tirés	Public cible
La gestion directe par l'UGP du budget des aménagements pastoraux au lieu d'une gestion sous maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales est un facteur important d'incompréhension entre le Programme et les collectivités partenaires	Représentation Enabel
Lorsqu'ils sont bien appuyés, les services techniques déconcentrés de l'Etat peuvent prendre en charge le processus d'ingénierie sociale autour des aménagements social. Cela facilite en même temps l'appropriation du programme par les partenaires Toutefois, la forte sollicitation desdits services et le cadre de motivation (perdiems) peuvent contrarier les résultats attendus.	Intervention, Portefeuille Enabel
Les règles en matière de subside et les réformes des finances publiques rendent difficiles l'établissement des conventions de subside avec les organisations publiques. Une flexibilité, notamment sur la question d'analyse organisationnelle, l'ouverture de compte bancaire spécifique ou le non- paiement des dépenses de subside par l'intervention pourrait être observée	Département Finances et Contrôles Enabel
La sélection des bénéficiaires par appel public ouvert, bien que transparente et équitable pose la difficulté de constituer de masses critiques concentrées d'éleveurs laitiers importantes dans un rayon raisonnable	Intervention PRADEL

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Certains indicateurs du Programme ont été revus/mis à jour. Il s'agit surtout des indicateurs de l'OS1 (conformément à la décision du COPIL de février 2019).

Indicateur initial revu	Indicateurs actuels
Taux de croissance dans la production de la viande, des œufs et du lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL dans les régions de Dosso et Tahoua	Production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)
	Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)
	Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)
Taux d'accroissement des produits transformés des unités de transformation encadrées par le PRADEL	Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL
	Quantité de lait transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL
Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs et transformateurs, familiaux financés par PRADEL	Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL
	Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL
	Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
1	La baseline du Programme devra être disponible dans un délai maximum de 9 mois à compter de ce jour ;	janv-18	PV SMCL	Réaliser la baseline	UGP	31/10/2018	Rapport baseline adopté	CLOS
				Réaliser la situation de référence			Réalisé	
2	Mettre en place un mécanisme de suivi des exonérations comprenant la DRFM du MAG/EL), Enabel et l'unité de gestion du PRADEL ;	janv-18	PV SMCL	Mettre en place le mécanisme de suivi des exonérations	UGP	Immédiat		EN COURS
3	Prévoir la participation au COPIL du Responsable du Budget-programme « Productions Animales du MAG/EL».	janv-18	PV SMCL	Inviter le Responsable du Programme Productions Animales aux réunions du COPIL	UGP	Continu	Le Responsable du Budget-Programme « Productions animales du MAG/EL participe régulièrement au COPIL	CLOS
4	Le réaménagement budgétaire prenant en compte l'Expert Filières dans le budget du PRADEL est approuvé.	janv-18	PV SMCL	Adapter le FIT au réaménagement budgétaire	UGP	Immédiat	Réalisé	CLOS
5	La proposition de budget de la contrepartie nationale est adoptée avec la recommandation de créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL	janv-18	PV SMCL	Créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL dans le budget de la contrepartie nationale	UGP	Immédiat		EN COURS
6	Le recrutement de 2 chauffeurs est approuvé	janv-18	PV SMCL	Recruter les 2 chauffeurs en temps opportun	UGP	Selon programmation de l'achat des véhicules	Réalisé	CLOS
7	Le recrutement de 2 personnels d'entretien est approuvé	janv-18	PV SMCL	Recruter les 2 personnels d'entretien en temps opportun pour les coordinations régionales de	UGP		Réalisé à travers des contrats de prestation	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
				Dosso et de Tahoua				
8	Le PRADEL doit apporter un appui à la campagne de vaccination de 2018 afin de contribuer à résoudre la crise pastorale qui s'annonce	janv-18	PV SMCL	Signer des contrats avec des SVPP à Dosso pour la vaccination du cheptel	UGP	01/05/2018	3 contrats signés et mis en œuvre avec 3 SVPP à Dosso	CLOS
				Accompagner les STDs Elevage dans le suivi de la campagne de vaccination	UGP	01/05/2018	3 missions de supervision effectuées	
9	Le PRADEL doit apporter une contribution financière pour la tenue des états généraux du foncier rural compte tenu de l'impact de cette activité sur l'avenir du foncier rural et donc du pastoralisme	janv-18	PV SMCL	Identifier et prendre en charge des activités rentrant dans le cadre des états généraux du foncier rural	UGP	31/03/2018	Réalisé	CLOSED
10	Le manuel de gestion complémentaire du PRADEL est adopté	oct-18	PV SMCL				Manuel adopté et en cours de mise en œuvre	CLOS
11	Le Ministère du Plan a été inclus comme membre de plein droit du CoPil.	oct-18	PV SMCL	Inviter le Ministère du Plan lors des COPIL			Le Ministère du Plan participe régulièrement au COPIL	CLOS
12	Appuyer le RECA dans l'extension de ses services digitalisés au secteur de l'élevage	déc-18	PV SMCL	Tenir une rencontre avec RECA et définir les besoins et modalités d'appui				OUVERT
13	Créer un groupe de réflexion sur la question de l'élevage dans la facilité 1 du FISAN afin de nourrir la réflexion sur comment financer l'élevage	déc-18	PV SMCL	Mettre en place le groupe de réflexion et l'animer			La réflexion sur le financement de l'élevage est prise en compte dans le groupe PTF FISAN	EN COURS
14	Faire ressortir les points de connexion entre la stratégie chaînes de valeur du PRADEL et les structures intervenant dans les stratégies/politiques nationales en matière	déc-18	PV SMCL	Prendre en compte APCA, SNCA, CRA dans le document de stratégie opérationnelle du PRADEL			La CRA est prise en compte dans le dispositif d'appui conseil, mais son rôle doit être renforcé/plus valorisé	EN COURS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
	de conseil agricole (APCA, SNCA et les CRA)							
15	Document de stratégie opérationnelle de développement de chaînes de valeur animale du PRADEL est adopté	déc-18	PV SMCL	Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle de développement des chaînes de valeur			La stratégie opérationnelle de développement des chaînes de valeur en cours de mise en œuvre	EN COURS
16	Le rapport résultats 2018 du PRADEL est adopté	14/02/2019	PV SMCL					CLOS
17	La planification opérationnelle 2019 du PRADEL est adoptée	14/02/2019	PV SMCL					CLOS
18	Renforcer le dialogue opérationnel avec la direction du FISAN	14/02/2019	PV SMCL				Plusieurs réunions tenues avec le DG et les agents du FISAN	EN COURS
19	Le manuel de procédure pour l'identification, la sélection et le financement des projets économiques et plans d'affaires (PEPA) des promoteurs des chaînes de valeur Bétail-viande, Lait et Aviculture dans les régions de Tahoua et Dosso est adopté sous réserve de la prise en compte des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV SMCL	Mettre en œuvre le manuel			La sélection des promoteurs a été effectuée	CLOS
20	La feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés	14/02/2019	PV SMCL	Mettre en œuvre la feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés			L'étude de faisabilité de la laiterie a été réalisée et la recherche de financements en cours	EN COURS
21	Le financement de 10 PPM des projets pilotes modernes est adopté	14/02/2019	PV SMCL	Réaliser les 10 PPM			Les marchés publics ont été lancés et les offres évaluées et 34 femmes promotrices d'embouche bovine ont été financées	EN COURS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
22	Les lignes directrices pour l'appel à proposition portant sur l'établissement du portefeuille des bénéficiaires du PRADEL sont adoptées sous réserve de la prise en compte des observations du sièges d'Enabel	14/02/2019	PV SMCL					CLOS
23	Le manuel de financement des infrastructures structurantes est adopté sous réserve des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV SMCL					CLOS
24	Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua sont dorénavant membres du COPIL de PRADEL	14/02/2019	PV SMCL	Informier et inviter les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua aux sessions du COPIL de PRADEL			Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua participent désormais au COPIL de PRADEL	CLOS
25	Approbation de la création du fonds de garantie et de la proposition de réaménagement budgétaire sous réserve du quitus du siège d'Enabel	14/02/2019	PV SMCL	Mettre en place le fonds de garantie			Le mécanisme de garantie a été élaboré 3 IMF sélectionnées	EN COURS
26	Le COPIL autorise le PRADEL à recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale	14/02/2019	PV SMCL	Recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale			ATN Gouvernance et résilience pastorale recruté	CLOS
27	Le COPIL autorise le PRADEL à recruter un Aide Comptable	14/02/2019	PV SMCL	Recruter un Aide Comptable			L'aide comptable a été recruté	CLOS
28	Il est autorisé le recrutement d'un Expert marchés Publics à prendre en charge sur le budget du PRADEL (50%) et le budget du PASS (50%) par la coopération belge.	28/06/2019	PV SMCL	Recrutement de l'Expert Marchés publics		04/12/2019	Un expert Marchés publics recruté et pris fonction en décembre 2019	CLOS
29	Accompagner le processus du Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) de Tahoua. A cet effet, le PRADEL doit commencer par financer l'organisation d'un atelier pour la	24/10/2019	PV SMCL	Financer l'atelier d'adoption de la feuille de route et accompagner le processus SAF			Atelier de validation organisé (difficultés liées au fait que Conseil Régional exige la mise à disposition directe des fonds	EN COURS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
	validation de la feuille de route d'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de la région de Tahoua suivant le guide national d'élaboration des SAF						alors qu'aucune convention de subside n'existe pas entre le conseil régional et Enabel)	
30	Le bilan de la mise en œuvre des activités du 01 janvier au 30 septembre 2019 est adopté	24/10/2019	PV SMCL					CLOS
31	Le rapport de l'étude sur la situation de référence des indicateurs du PRADEL est adopté sous réserve d'éliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites	24/10/2019	PV SMCL	Eliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites			Une enquête exhaustive réalisée a permis de déterminer les valeurs de référence des indicateurs recomposés et d'autres indicateurs pour lesquels l'étude situation de référence n'a pas été assez fiable	

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

- L'objectif d'élaborer ou de capitaliser et diffuser des modèles d'actions de résilience en élevage ne semble pas pertinent au regard déjà de la multiplicité des acteurs et des initiatives déjà en cours dans ce domaine. Un regard important sera mis sur le test pilote de collecte digitalisée des données relatives à la vulnérabilité pastorale ainsi que la mise en œuvre des plans de contingence.
- L'élaboration d'outils TICs favorisant l'accès aux informations sur les ressources pastorales se heurte au foisonnement des initiatives déjà en cours dans ce domaine et au risque de faible pérennisation de nouvelles initiatives. Il est préférable de soutenir les initiatives en cours et leur appropriation par le Ministère (SIM Bétail 2^{ème} génération, E-extension du RECA, etc.)

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Pour l'objectif spécifique 1 :		
○ Affiner le portefeuille des bénéficiaires des GEIC/Clusters de la filière lait par une sélection basée sur des animations dans les villages situés autour des unités de transformation de lait (UTL)	UGP/PRADEL	T2-T3 2020
Pour l'objectif spécifique 2		
○ Recruter des ONG pour la mise en œuvre d'une partie de l'ingénierie sociale en combinaison avec les services techniques (gestion durable des ouvrages par exemple)	UGP/PRADEL	T2 2020
Suivi-évaluation, gestion		
○ Recruter deux aides-comptables pour les régions de Dosso et Tahoua	UGP/PRADEL	T2 2020
○ Ajouter un indicateur sur la création d'emplois liée aux activités CES/DRS et bandes pares-feux	UGP/PRADEL	T1 2020
○ Introduire une flexibilité dans le guide d'Enabel en matière de subside, notamment sur le type/nature de l'analyse organisationnelle préalable, l'ouverture de compte bancaire spécifique ou le non- paiement des dépenses de subside par l'intervention pourrait être observée	Enabel siège	

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		A	B	C	D
			X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?					
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?					
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.		
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Les indicateurs suivants ont été désagrégés par produits ou par maillon des chaînes de valeur :

Anciens indicateurs	Nouveaux indicateurs
O.1.1 : Taux de croissance dans la production de la viande, des œufs et du lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL dans les régions de Dosso et Tahoua	I.1.1. Production de la viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) I.1.2. Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (litre) I.1.3. Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)
O.1.2 : Taux d'accroissement des produits transformés des unités de transformation encadrées par le PRADEL	I.1.4. Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (Kg) I.1.5. Quantité de Lait transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (litre)
O.1.3 : Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs et transformateurs, familiaux financés par PRADEL	I.1.6. Taux d'accroissement de la Marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL I.1.7. Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL I.1.8. Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL

Le nouveau cadre logique est ainsi qu'il suit :

Cadre logique révisé du PRADEL

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
OG	<u>Objectif global</u> : Les populations impliquées dans des activités liées à l'élevage familial dans les régions de Tahoua, Dosso sont accompagnées pour contribuer à rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants	- <u>Augmentation de la contribution des filières élevage au PIB Agricole de 35% à 37%</u>	Etudes et rapports Institut national des statistiques, HCI3N , DNPGCCA	- Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration - Stabilité politique et institutionnelle - Maintien de la stabilité sécuritaire
OS1	<u>Objectif spécifique 1</u> : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées et créent des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes	- Production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité) - Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Quantité de lait transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL	- Rapports MAG/EL (DDP) - Rapports de suivi de l'intervention	- Des services d'accompagnement de qualité sont disponibles

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL 		
R 1.1	Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont définies pour les 2 régions	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports et documents de l'intervention - Rapports des études, stratégies opérationnelles actualisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des autorités de développer des chaînes de valeur inclusives, sensibles aux femmes et aux jeunes
R 1.2	Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> - Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL - Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de Pradel; Rapport mission d'évaluation de la biomasse, de la paille ramassée et des cultures fourragères - Rapport VSF-BE/Karkara et rapport PRADEL 	<ul style="list-style-type: none"> - La politique de privatisation de la fonction vétérinaire et de mandat sanitaire est maintenue - Conditions climatiques et pluviométrie normaux
R 1.3	L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'acteurs (groupement, individus.) qui ont été accompagnés - Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade de subsistance (AGR), embryonnaire au stade émergent ou autonome 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de résultats de l'intervention - Enquête auprès des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Durabilité du dispositif d'accompagnement de l'entrepreneuriat
R 1.4	Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de projets collaboratifs et des sous-projets (individuels et collectifs) intégrés financés (Projets Economiques et Plans d'Affaire (PEPA)) - Pourcentage d'infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports opérateurs financiers - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires ciblés sont les bénéficiaires réels - Réticences aux crédits bancaires

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R 1.5	La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyé par le PRADEL qui sont fonctionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi de l'intervention - Enquête auprès des organisations d'acteurs des filières 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des acteurs de se coordonner
OS2	<u>Objectif spécifique 2</u> : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales - Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques - Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé - Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDP et DREL - Rapports de suivi de l'intervention - Rapports des structures du code rural - Rapport d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement de vocation des espaces restaurés (glissent vers les agriculteurs) - Occupation et vente des espaces pastoraux malgré l'existence d'actes de sécurisation foncière
R 2.1	Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural) - Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités qui sont gérés correctement 	<ul style="list-style-type: none"> - Dossier communal des COFOCOM - Comptes rendus des commissions communales et des COFODEP - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Les parties prenantes dans la gestion des ressources pastorales s'accordent sur les modes de gestion - Les éleveurs assurent une gestion respectueuse des ressources pastorales
R 2.2	Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication qui sont satisfaits 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête auprès des utilisateurs - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place effective des systèmes et canaux d'information et de communication au profit des éleveurs

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
OS3	<u>Objectif spécifique 3</u> : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'évaluation des actions (DNP/GCCA, communes) - Rapport de suivi de l'intervention 	
R 3.1	Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de paramètres spécifiques liés à l'élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU - % de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs, 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des communes et DNP/GCCA 	Peu de coordination entre les collectivités territoriales et les structures du DNP/GCCA
R 3.2.	Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de modèles et actions spécifiques de résilience en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi de l'intervention 	
OS4	<u>Objectif spécifique 4</u> : La gouvernance du secteur est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) - Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes auprès des acteurs clés (MAG/EL et communes) - Enquête auprès des membres des OPELs - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Une volonté des acteurs d'améliorer la gouvernance - L'Etat poursuit ses efforts de renforcement des STDs - La politique de décentralisation est maintenue

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage		
R4.1	Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques	- Nombre de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	Rapports de suivi de l'intervention Documents et études au niveau du MAG/EL, RECA	- Les acteurs et intervenants sur le terrain sont intéressés à partager et discuter leurs expériences
R4.2	La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées	- Nombre d'espaces de coordination/concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL - Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	PVs des réunions de coordination ; Rapports MAG/EL Matériel de communication disponible au niveau du MAG/EL Site-webs RECA, MAG/EL Rapports de suivi de l'intervention	- Une volonté et capacité de se coordonner au niveau institutionnel et local
R4.3	Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur	- Nombre d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAG/EL et ses STD etc.) - Pourcentage de communes appuyées par le PRADEL disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	Rapports de programmation et de S&E du MAG/EL et DRELS Rapports des communes Rapport suivi de l'intervention	- Une volonté et intérêt des acteurs d'améliorer leurs capacités pour mieux jouer leur rôle
R4.4	Les capacités des OPEL faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques	- Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPEL faitières appuyés par le PRADEL	Rapports des Organisations de couple /auto-évaluations	Une bonne synergie avec les autres intervenants appuyant les OPELS

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R4.5	Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus	- Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	Rapports de suivi de l'intervention Rapport de mise en œuvre de la prestation	Les autorités ne veulent pas reconnaître les problèmes des droits des groupes défavorisés

10.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	02/2020
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	09/2021
Missions de backstopping depuis le 01/01/2018	22-26/04/2019

10.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Ligne budgétaire	BUDGET TOTAL Euro	DEPENSE AU 31/12/2019 en Euro	SOLDE AU 31/12/2019 en Euro	TAUX D'EXECUTION
NER1606911_A010100	70 000,00	118 292,45	- 48 292,45	169%
NER1606911_A010200	54 000,00	6 515,70	47 484,30	12%
TOTAL A01	124 000,00	124 808,15	- 808,15	101%
NER1606911_A020100	200 000,00	198 000,00	2 000,00	99%
NER1606911_A020200	250 000,00	30 122,96	219 877,04	12%
NER1606911_A020300	250 000,00	2 474,25	247 525,75	1%
NER1606911_A020400	500 000,00	148 489,20	351 510,80	30%
TOTAL A02	1 200 000,00	379 086,41	820 913,59	32%
NER1606911_A030100	900 000,00	151 961,80	748 038,20	17%
NER1606911_A030200	50 000,00	85 376,53	- 35 376,53	171%
TOTAL A03	950 000,00	237 338,33	712 661,67	25%
NER1606911_A040100	1 000 000,00	43 480,51	956 519,49	4%
NER1606911_A040200	500 000,00	3 698,68	496 301,32	1%
NER1606911_A040300	180 000,00	20 243,77	159 756,23	11%
TOTAL A04	1 680 000,00	67 422,96	1 612 577,04	4%
NER1606911_A050100	70 000,00	15 947,99	54 052,01	23%
NER1606911_A050200	760 000,00	5 529,47	754 470,53	1%
TOTAL A05	830 000,00	21 477,46	808 522,54	3%
TOTAL A	4 784 000,00	830 133,31	3 953 866,69	17%
NER1606911_B010100	60 000,00	56 518,27	3 481,73	94%
NER1606911_B010200	2 750 000,00	11 859,08	2 738 140,92	0%
NER1606911_B010300	300 000,00	26 285,81	273 714,19	9%
NER1606911_B010400	200 000,00	23 106,38	176 893,62	12%
TOTAL B01	3 310 000,00	117 769,54	3 192 230,46	4%
NER1606911_B020100	195 000,00	31 520,95	163 479,05	16%
NER1606911_B020200	50 000,00	33 374,71	16 625,29	67%
TOTAL B02	245 000,00	64 895,66	180 104,34	26%
TOTAL B	3 555 000,00	182 665,20	3 372 334,80	5%
NER1606911_C010100	150 000,00	10 364,27	139 635,73	7%

NER1606911_C010200	100 000,00	14 040,55	85 959,45	14%
TOTAL C01	250 000,00	24 404,82	225 595,18	10%
NER1606911_C020100	70 000,00	2 916,32	67 083,68	4%
NER1606911_C020200	50 000,00	55,26	49 944,74	0%
TOTAL C02	120 000,00	2 971,58	117 028,42	2%
TOTAL C	370 000,00	27 376,40	342 623,60	7%
NER1606911_D010100	180 000,00	35 234,44	144 765,56	20%
NER1606911_D010200	175 000,00	19 224,84	155 775,16	11%
TOTAL D01	355 000,00	54 459,28	300 540,72	15%
NER1606911_D020100	70 000,00	9 360,02	60 639,98	13%
NER1606911_D020200	210 000,00	57 911,24	152 088,76	28%
TOTAL D02	280 000,00	67 271,26	212 728,74	34%
NER1606911_D030100	260 000,00	82 878,52	177 121,48	32%
NER1606911_D030200	300 000,00	10 639,37	289 360,63	4%
TOTAL D03	560 000,00	93 517,89	466 482,11	17%
NER1606911_D040100	200 000,00	33 772,18	166 227,82	17%
NER1606911_D040200	130 000,00	16,77	129 983,23	0%
TOTAL D04	330 000,00	33 788,95	296 211,05	10%
NER1606911_D050100	50 000,00	666,47	49 333,53	1%
TOTAL D05	50 000,00	666,47	49 333,53	1%
TOTAL D	1 575 000,00	249 703,85	1 325 296,45	16%
NER1606911_X010100			-	
NER1606911_X010200	7 204,00		7 204,00	0%
TOTAL X	7 204,00		7 204,00	0%
NER1606911_Z010100	110 400,00	59 761,94	50 638,06	54%
NER1606911_Z010200	413 600,00	164 380,28	249 219,72	40%
NER1606911_Z010300	1 166 400,00	420 729,37	745 670,63	36%
NER1606911_Z010400	67 000,00	8 194,39	58 805,61	12%
NER1606911_Z010500	97 296,00	92 580,30	4 715,70	95%
NER1606911_Z010600	720 000,00	466 041,49	253 958,51	65%
TOTAL Z01	2 574 096,00	1 311 687,77	1 363 088,23	47%
NER1606911_Z020100	210 000,00	180 599,42	29 400,58	86%
NER1606911_Z020200	15 000,00	23 438,68	- 8 438,68	156%
NER1606911_Z020300	38 000,00	38 046,15	- 46,15	100%
NER1606911_Z020400	20 000,00	23 914,15	- 3 914,15	120%
NER1606911_Z020500	17 000,00	18 702,36	- 1 702,36	110%
TOTAL Z02	300 000,00	284 790,76	15 299,24	95%
NER1606911_Z030100	270 000,00	73 453,85	196 546,15	27%
NER1606911_Z030200	96 000,00	50 457,26	45 542,74	53%
NER1606911_Z030300	21 600,00	43 920,51	- 22 320,51	203%
NER1606911_Z030400	45 000,00	10 419,62	34 580,38	23%
NER1606911_Z030500	20 000,00	7 420,25	12 579,75	37%
NER1606911_Z030600	25 000,00	3 935,31	21 064,69	16%
NER1606911_Z030700	24 000,00	320,15	23 679,85	1%

NER1606911_Z030800	57 500,00	12 569,61	44 930,39	22%
TOTAL Z03	559 100,00	202 496,56	356 603,44	30%
NER1606911_Z040100	180 000,00	66 440,23	113 559,77	37%
NER1606911_Z040200	50 000,00	-	50 000,00	0%
NER1606911_Z040300	45 000,00	3 974,96	41 025,04	9%
TOTAL Z04	275 000,00	70 415,19	204 584,81	26%
NER1606911_Z999800		- 3 165,96	3 165,96	
NER1606911_Z999900		196,29	- 196,29	
TOTAL Z999		- 2 969,67	3 069,67	
TOTAL Z	3 708 796,00	1 766 330,61	1 942 465,39	48%
GENERAL	14 000 000,00	3 056 209,37	10 943 790,63	22%
TOTAL ACTIVITES	10 291 204,00	1 289 878,76	9 001 325,24	13%